la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Numéro 418. — Nouvelle série numéro 117 **JUIN 1957. — PRIX : 100 francs**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 600 fr.
Un an .... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 418 - Juin 1957

ENTRE NOUS

A TOUS LES AMIS DE LA R. P.

« *Nous avons fait ce que nous avons pu, c'est-à-dire très peu. Nous nous sommes trouvés souvent seuls. C'est donc que les autres en faisaient encore moins que nous. Je n'arrive pas à désespérer. Nous sommes retombés au fond du ravin, pour la deuxième, pour la troisième fois. On remontera la pente comme on pourra, mais on la remontera* ».

Pierre MONATTE.

Ces paroles de Monatte, tirées de la préface de « Socialisme et liberté » de F. Brupbacher, suffiraient pour nous encourager. La « R.P. », dont la naissance remonte à plus de 32 ans, et la renaissance à 10 ans, continue, par delà les agitations provisoires, son œuvre d'éducation avec comme objectifs et aspirations : Défendre ou rétablir les libertés ouvrières, assurer l'efficacité de l'action ouvrière, développer les capacités ouvrières, faire renaître un syndicalisme indépendant des partis et des gouvernements et une véritable internationale ouvrière.

Cela maintenu, nous entendons, comme dans le passé, assurer PLEINE LIBERTE D'EXPRESSION pour tous les membres du noyau, pour tous les militants syndicalistes.

Le dilemme se pose, impératif :

— ou la « R.P. » reste nécessaire. Il faut assurer, non seulement sa vie quotidienne, mais sa diffusion et son rayonnement. Et il faut collaborer à sa rédaction.

— ou la « R.P. » n'est plus utile. Il faut le dire clairement. Dire si ce sont nos idées qui sont périmées, ou si l'expression que nous en donnons dans la « R.P. » est insuffisante ou dangereuse.

Pour assurer notre parution régulière, augmenter le nombre de pages, lancer des numéros de propagande, il nous faudrait au minimum une réserve de 200.000 francs. Les Parisiens qui participent régulièrement à la vie de la « R.P. » : F. CHARBIT, C. DELSOL, L. MERCIER, R. GUILLORE, G. MAUPIOU, R. MARCHETI, Cl. DESOBRYE, Roger HAGNAUER se sont prononcés pour un appel adressé à nos amis les plus fidèles.

NOUS ATTENDONS DE CEUX-CI UNE AIDE EXCEPTIONNELLE, UNE REPONSE, DES LISTES DE POSSIBLES, DES SUGGESTIONS DIVERSES...

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'internationalisme ouvrier et le Congrès des instituteurs

C'est une excellente initiative qu'a prise le S.N. des instituteurs d'inscrire à l'ordre du jour de son prochain congrès national cette question sociale : « Comment le syndicalisme des instituteurs peut-il contribuer à un renouveau efficace de l'internationalisme prolétarien ? »

Il montre ainsi que, tout en étant autonome, il entend mener son action au sein du mouvement ouvrier.

Un renouveau de l'internationalisme prolétarien est rudement nécessaire. L'internationalisme est en baisse. Depuis quarante ans nous assistons à une remontée de l'esprit nationaliste, non seulement en France, mais dans le monde entier.

Il ne faut pas en être surpris. C'est l'effet des deux guerres mondiales que nous avons subies.

La guerre provoque une recrudescence des idées réactionnaires. Elle nourrit la haine entre les peuples. Elle ramène le règne de la brute. Les méthodes d'autorité reprennent crédit. Face à la mort, l'homme cherche un refuge dans la religion. Tout naturellement les idées patriotiques et chauvines refleurissent.

Jamais l'internationalisme n'a moins été vivace au cœur des hommes. Ne parlons pas des grands organismes officiels genre O.N.U. Ils sont tombés aussi bas que la Société des Nations d'hier. Regardons les propres organisations internationales de la classe ouvrière. Les Internationales syndicales sont plus faibles qu'elles ne l'ont jamais été. La F.S.M. n'a rien su faire lors des événements de Hongrie. Elle n'a su qu'insulter les révolutionnaires hongrois. La C.I.S.L., lorsque le secrétariat international des Transports a envisagé le boycott des assassins de la révolution hongroise, elle n'a pu lui promettre l'appui que de deux ou trois de ses centrales nationales, et pas les plus grandes.

Quant aux internationales politiques, elles sont plus faibles qu'elles ne l'ont jamais été. L'Internationale communiste a les pattes cassées ; elle a confié sa tâche à la diplomatie russe et au guépéou international.

Le social-chauvinisme, fustigé jadis par Lénine, sévit dans toute une nouvelle splendeur. En 1944, le secrétaire du parti stalinien français écrivait trente fois le mot « boche » dans le même article. Aujourd'hui, ce parti a le monopole des affaires Speidel. En fait de solidarité aux révolutionnaires hongrois il a applaudi aux exploits versaillais des tanks russes

Du côté socialiste, en mars dernier, Guy Mollet ne disait-il pas à Châteauroux : « Pour être socialiste, il faut d'abord être patriote ». En entendant cela qu'ont bien pu penser nos vieux camarades instituteurs de l'Indre, les Thomas, les Ballereau, les Rouquet, qui luttèrent avec nous pour Zimmerwald et pour le véritable internationalisme ? C'est cet internationalisme-là qu'il s'agit de faire revivre. Que peut le syndicalisme des instituteurs ? Il peut beaucoup.

D'abord l'Internationale des enseignants donne-t-elle ce qu'elle peut donner ? C'est par là qu'il faut commencer. Les contacts entre instituteurs de tous pays ne doivent pas se limiter aux rencontres de congrès, aux contacts de sommets. Ces contacts sont utiles, certes, mais ils doivent être regardés comme un moyen d'entrer dans la connaissance des autres pays. Connaissance corporative, permettant de voir comment fonctionnent les écoles ailleurs, et ce que nous pouvons y recueillir de profitable. Connaissance sociale des peuples, des mouvements ouvriers. Jamais notre information internationale n'a été aussi pauvre ; il est vrai que nous n'avons plus en France de quotidien à nous. L'information internationale est laissée à la merci des agences gouvernementales et des agences capitalistes. Nous devrions y remédier en recherchant nos propres sources d'information sur tous les problèmes ouvriers et sociaux.

Evidemment, il faut se donner un peu de peine. Surtout ne pas imiter ces prétentieux agrégés enquêteurs de la *Nouvelle Critique* stalinienne qui avalaient sans le moindre esprit critique les boniments et les statistiques des argousins de Rakosi.

Créer une information internationale propre et solide, former une opinion publique ouvrière internationale, c'est une des premières tâches capables de travailler au renouveau de l'Internationalisme prolétarien. Le syndicalisme des instituteurs peut y contribuer pour une part honorable.

Ainsi mieux informés, nous serions moins impuissants. Nous n'apprendrions pas au bout de dix ans que la Russie se faisait fournir le charbon polonais à un prix dix fois inférieur au prix mondial. Il est des choses qu'il suffit d'étaler au grand jour pour les rendre impossibles. Comment pouvons-nous comprendre notre temps si nous nous abreuvons aux mensonges des gouvernements et des propagandes ?

De tous côtés, on déclare qu'il n'y a plus de solutions nationales aux problèmes du XXe siècle. Pourtant jamais on n'a vu les vieux Etats se cramponner davantage à leur souveraineté. Sous le masque du communisme on a vu s'édifier les Etats les plus totalitaires que l'histoire ait connus. Les jeunes Etats sortis du colonialisme se dépêchent de savourer les illusions de leur jeune nationalisme et parlent d'édifier des statues de cinq mètres de hauteur à leurs jeunes chefs.

Il est difficile à la bourgeoisie de tous pays de se dépouiller de son chauvinisme et de ses rêves de grandeur. La classe ouvrière seule peut et doit frayer les chemins nouveaux. Mais à la condition qu'elle reste fidèle à ses principes. Qu'elle n'oublie pas l'appel de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Qu'elle n'accepte pas de se fondre dans la coalition des Blancs contre les Noirs ou les hommes de couleur quelconque.

Proudhon voyait la fin du militarisme comme la mission du XIXe siècle à peine de décadence indéfinie. Ce que n'a pu faire le XIXe siècle c'est au XXe siècle de le réaliser.

Ainsi nous nous préparerons à lutter contre la troisième guerre mondiale qui nous menace.

Ainsi nous travaillerons à la réalisation du socialisme non dans un seul pays mais dans le monde entier.

D'où la nécessité de lutter contre le social-chauvinisme et de redonner vie à l'internationalisme prolétarien.

Certainement le syndicalisme des instituteurs peut contribuer utilement à ce renouveau efficace.

Pierre **MONATTE.**

Les héritiers de Staline au syndicat des instituteurs

LA FIN DÉVOILÉE PAR LES MOYENS

Il y a un an, dans la « R.P. » de juillet 1956, je m'étais adressé aux congressistes du syndicat national des Instituteurs pour leur demander, au lendemain du rapport Khrouchtchev, de flétrir les crimes staliniens comme ils avaient flétri les crimes hitlériens, et je mettais naturellement en cause l'homme qui personnifiait le stalinisme intégral au sein du syndicalisme universitaire.

Je reproduis ici le passage qui a soulevé quelques colères...

« COMPLICES DE CRIMES OFFICIELLEMENT RECONNUS

Vous qui avez flétri les crimes hitlériens, aurez-vous le courage de flétrir les crimes staliniens prouvés par celui qui en fut l'un des exécuteurs ?

Lors du procès de Moscou, nous en avions discuté au bureau du Syndicat national. Nous n'étions que quatre (si mes souvenirs sont exacts) : Rollo, Cornec, Pierrette Rouquet et moi à les interpréter comme une sinistre imposture. Delmas lui-même — malgré sa lucidité — en tirait argument contre un régime où la trahison s'installe en permanence aux plus hauts postes. Un autre — qui fut souvent clairvoyant et courageux — jugeait vraisemblables les aveux insensés des hommes d'octobre 1917.

Khrouchtchev simplifie cet examen rétrospectif. Plus de mystère, plus de sorcellerie, aucune des explications savantes et ingénieuses proposées à l'époque ne tient devant la banale et brutale évidence des tortures physiques et morales, des chantages et des abominables duperies dont usèrent les policiers staliniens. Et tout cela n'est qu'un « petit carré dévoilé » des massives exterminations perpétrées dans l'ombre.

Or ceux qui ont non seulement justifié cette orgie de crimes, ce déluge de sang... mais qui ont prolongé là où ils se trouvaient, comme ils le pouvaient, l'action de liquidation déclenchée par leur maître, seront au congrès, discuteront avec bonhomie du sort des jeunes instituteurs, de la défense de l'école laïque, de l'avenir de l'enfance ouvrière. Fournial, leader respecté du syndicat, n'était-il pas au Mexique, en 1940, lorsqu'une bande de tueurs mitrailla Trotsky, sa vieille compagne et son petit-fils, lorsqu'un coup de piolet stalinien accomplit ce que le tir de barrage n'avait pu réussir. S'il n'a pas participé à l'affaire, c'est parce qu'il faut bien respecter la division du travail et que le métier de tueur exige des qualités qui lui manquent.

J'ai, paraît-il, attenté à l'honneur de Fournial. Je l'ai traité d'assassin ou presque... De bons amis m'ont jugé fort imprudent. Dans le bulletin de la section syndicale de la Loire, le post-stalinien de service qualifia « d'ignominie » le fait d'avoir accusé Fournial d'être « **sinon l'assassin de Trotsky, au moins un de ceux qui organisèrent l'assassinat** » (sic !) (1).

La 13e sous-section des Instituteurs, ayant invité dernièrement Monatte à parler « de l'internationalisme prolétarien », le sieur Fournial mobilisa ses aboyeurs et, au cours d'une violente intervention, reprocha à Monatte le filet dont je porte seul toute la responsabilité.

Je plaide d'ailleurs non-coupable. Je ne confonds pas Fournial avec l'assassin de Trotsky. Je reconnais même qu'il n'a pas les qualités d'un tueur. Il n'a certainement pas organisé les deux attentats contre Trotsky. La tête résidait à Moscou. Je lui accorde qu'il ne fut pas le bras. Mais entend-il désavouer la tête ? — désavouer la condamnation du trotskysme, de Trotsky et des trotskystes, le piolet mexicain de Mornand, les foudres de Vichinsky (2), le revolver des caves du Kremlin... Si oui, je lui ferai des excuses. Pas avant cependant d'avoir présenté aux lecteurs de la « R.P. », aux militants du syndicalisme universitaire, ce représentant du parti communiste qui a pu en effet s'opposer à Monatte, dont il est moralement l'antithèse.

DES JESUITES SERAIENT ETONNES...

Avez-vous lu « le Juif errant », d'Eugène Süe ? Nous nous jetions sur le bouquin, pendant les études mal surveillées, avec la passion des potaches d'aujourd'hui pour un quelconque Peter Cheney. Appétit vulgaire ? Sans doute, mais qui excita notre désir de connaître « les Provinciales » de Pascal, et plus tard la « Morale des Jésuites » de Paul Bert.

Eugène Süe, précurseur des « feuilletonistes » populaires, a composé un type de jésuite : « Rodin », dont le génie malfaisant atteint la perfection. C'était outré, pensait-on. Les ruses grossières de Rodin, les succès de sa malignité féroce, la crédulité de ses victimes... tout cela, que nous acceptions sans peine en notre adolescence, nous a paru d'une ridicule invraisemblance, à l'âge de la maturité. Le bon sens et l'esprit critique se sont pourtant révélés moins clairvoyants que la juvénile et romanesque naïveté. Rodin n'abusait pas son monde par des moyens aussi grossiers que Fournial — chef actuel de la fraction post-stalinienne du syndicat des Instituteurs. Cela n'est pas vraisemblable, mais c'est vrai.

Il est dans le S.N. une section dont le bureau est totalement soumis au parti moscoutaire. Celle des Bouches-du-Rhône. Il vient d'en sortir une motion d'orientation

Que tout le texte — même les virgules — soit une fabrication « maison », c'est d'une évidence qui frappe les moins avertis. Pourtant au bureau du syndicat, Fournial — invité à préciser son choix — rougit comme une vierge condamnée au mariage obligatoire. Evidemment... il ne connaît pas le texte des Bouches-du-Rhône, mais il sait que les camarades marseillais parlent un langage unitaire... alors puisqu'il faut sacrifier son pucelage, autant que ce soit dans les bras d'un époux de bonne réputation (3).

Je ne plaisante même pas. La fourberie du personnage revêt aussi bien la casaque de Tartuffe que la robe blanche de l'ingénue Agnès... Trois souvenirs d'avant-guerre prouvent cette virtuosité. Ceci se passe dans la section des Instituteurs de la Seine.

En mai 1936, après l'unité, le bureau, où siègent deux communistes, est secoué par une stupide incartade du secrétaire général, qui avait signé un tract

---

(1) J'ai adressé au bureau de la section de la Loire une mise au point qui n'a jamais été publiée. J'y rappelais, cependant, mes rapports fraternels avec les fondateurs de la section. J'ajoutais que, lorsque les staliniens, en 1949, menèrent contre moi une opération — engagée dans le tumulte et achevée en fuite honteuse — la première lettre d'affectueuse confiance que je reçus était signée par notre amie J. Baldacci, la courageuse veuve du plus courageux des militants de la Loire.

(2) Mornand... c'est l'un des noms de l'ignoble assassin de Trotsky. Quant à Vichinsky, on n'ignore pas qu'il fut procureur des procès de Moscou avant de devenir ministre des Affaires étrangères.

(3) Cf. compte rendu de la séance du bureau du S.N., paru dans « L'Ecole libératrice » du 7-6-57.

électoral de Déat. Tout le monde condamne ce geste, y compris le responsable qui s'effondre. Mais à tort ou à raison — à tort, selon un avis que je formulais à l'époque et que l'on ne m'a pas pardonné —, le bureau (communistes inclus), décide de ne pas troubler l'euphorique climat d'unité et de rassemblement populaire. L'affaire est classée. En fin 1938, la majorité de la section (à laquelle s'accroche le secrétaire en question) s'oppose à la colonisation de la C.G.T. par le parti stalinien. Avant le vote, en assemblée générale, Fournial tire de sa poche le tract de 1936. On s'étonne de cette réaction... à retardement. « Mais — dit Agnès-Fournial — c'est parce que TOUT DERNIEREMENT, un instituteur du 20ᵉ, rencontré PAR HASARD, m'a donné ce papier. J'en étais tellement surpris que j'ai voulu poser la question... en toute bonne foi... ».

Un camarade — jusque-là communiste de stricte obédience — venait de rompre avec le parti en 1937. Dans les couloirs du congrès du S.N., Fournial laisse tomber : « Garmy voulait être candidat aux élections. On n'a pas voulu de lui... D'où sa colère. » L'intéressé à qui le propos fut immédiatement rapporté, bondit sur Fournial... qui recule aussitôt : « Moi, dire cela... Comment peux-tu croire ? »

En 1939, avant la guerre, de la même source empoisonnée coulent sur moi des insinuations calomnieuses, beaucoup plus graves, à propos de l'affaire de Mayence, vieille de quinze ans, où je fus, aux côtés d'une centaine de jeunes communistes français et allemands, déféré à la justice militaire. Je traine Fournial devant la commission syndicale des conflits. Trois témoins, dont la probité n'est pas suspecte, rapportent les confidences accusatrices de Fournial. Celui-ci nie tout. Il n'a rien dit, il ne sait rien, il ne comprend pas. a commission ne peut qu'enregistrer la contradiction.

Et l'on veut que je sois sensible aux protestations de cette « innocence outragée » ? Fournial séjournait au Mexique, en 1939. Pour y accomplir quelle mission ? S'y trouvait-il lors de l'assassinat de Trotsky ? ou lorsqu'avant l'assassinat, un commando stalinien — dirigé par le peintre Siqueiros — traversa d'un tir de barrage les chambres où se tenaient Trotsky, sa femme et leur petit-fils ? On pourrait lui demander simplement son opinion sur l'expédition et sur le meurtre. Belle occasion pour les trotskystes d'évoquer la liquidation en Russie et hors de Russie des premiers combattants de la révolution d'octobre. Mais, pour éviter le débat, Fournial n'hésitera pas à proclamer son ignorance, à déclarer qu'il ne sait rien des attaques et des menaces staliniennes contre Trotsky. S'il le faut, il doutera de l'assassinat, même de l'existence de Trotsky... peut-être de la réalité du Mexique...

PAR TOUS LES MOYENS !

On s'étonne que je donne tant d'importance à cet homme à tout faire de Moscou. Ce n'est pas l'individu qui m'intéresse. Ce n'est même pas son utilisation par les héritiers de Staline qui sont assurés de sa parfaite docilité. Ce qui me parait impensable, c'est que les post-staliniens puissent sans difficultés imposer un tel leader à une importante fraction du corps enseignant. C'est que des gens — qui s'affirment des éducateurs — n'éprouvent aucun trouble de conscience en se voyant représentés par ce complice moral de crimes prouvés et avoués, par cet inlassable propagateur de mensonges successifs et contradictoires.

Les révolutionnaires et les internationalistes de l'Enseignement peuvent inclure dans leur apanage, l'héritage de Fernand Loriot — qui fut avant 1914 l'un de ceux qui ont maintenu la fédération des syndicats d'Instituteurs menacée par la répression — qui représenta l'opposition internationaliste au sein de la C.G.T., puis au sein du parti socialiste de 1914 à 1918 — qui en 1917 se rendit illégalement en Suisse pour y cautionner le retour de Lénine en Russie — qui compta parmi les fondateurs du parti communiste français.

En 1925, il rompit avec le parti « bolchevisé ». Pour des motifs politiques, sans doute. Mais ce qui détermina sa décision ce fut le vote par le comité central d'une motion impliquant **la liquidation de l'opposition « par tous les moyens »**.

Cette formule ruina dans l'esprit de ce grand honnête homme tous les espoirs qui avaient fixé son adhésion à Moscou dès 1917. Mais il faut reconnaître aujourd'hui que Loriot en 1925 prévoyait plus qu'il ne voyait, que la sévérité de son jugement se justifiait plus par une anticipation que par des observations directes. La formule n'était pas appliquée dans la fédération unitaire de l'Enseignement. Les communistes qui la dirigeaient n'avaient vraiment rien de commun avec le Rodin d'Eugène Süe.

Par ignorance ou par discipline, ils restaient fidèles au Komintern. En 1929, une équipe plus médiocre les remplaça à la fraction bolchevisée. Cette fois on appliqua les consignes avec virulence, mais il y avait chez les meilleurs la conscience d'une « fin » auguste, neutralisant les répugnances. D'aucuns ne résistèrent pas au coup du pacte Hitler-Staline (4). En 1945 encore la férocité impudente portait l'uniforme de la Résistance.

Chez les plus asservis, les mieux alignés, il demeurait quelque chose d'étranger aux réflexes de la valetaille. Fournial qui a figuré dans toutes ces équipes, qui approche de l'âge de la retraite, n'a rien laissé, ni rien pris aux nombreux tournants de la ligne. Il oublie tout, ignore tout, n'apprend que ce qu'il doit dire immédiatement. Toujours vacant, toujours capable de se vider et se remplir totalement. « The right man at the right place ».

ENVERS DE LA REVOLUTION OU FACE DE LA CONTRE-REVOLUTION ?

Dans ces conditions le choix de Fournial comme leader implique une soumission totale aux consignes de Moscou. Qu'à la base, les partisans et les sympathisants votent en fonction d'une idéologie, de sympathies prolétariennes, de velléités révolutionnaires, d'une vague et confuse révolte... ou par respect d'une puissance implacable... les résultats dépendent des ordres que Fournial exécute « perinde ad cadaver ». La matière et la manière de ses démarches et interventions, le sens et le style de ses propos ne dépendent ni des impulsions de la base, ni de ses propres sentiments. Quels que soient les débats, même s'il s'agit de questions corporatives et professionnelles, on n'entendra jamais en l'écoutant un instituteur et un militant — mais le subalterne qui ne pèche que par excès de zèle, et quelquefois exécute un ordre alors que le contre-ordre est déjà formulé.

Ce fut le stalinien parfait jusqu'à la mort de Staline ; le desservant d'un culte monstrueux. Le « **pépé Staline** » du député Garaudy, agrégé de l'Université — **« le plus grand éducateur de tous les temps... le plus grand savant... le grand maître... le grand disciple des grands maîtres... le stratège génial... le père des peuples...** fut comparé successivement **à l'Himalaya** et **au Soleil... et son nom** (selon un poème publié dans la revue pédagogique du Par-

---

(4) Un exemple : celui de Victor Barne, normalien de la Seine, longtemps secrétaire du Syndicat unitaire, représentant la fraction communiste jusqu'en 1939. Ce brave type, certainement convaincu, couvrit toutes les cochonneries du parti pendant quatorze ans. Mais sa fidélité ne résista pas au pacte Hitler-Staline. Pendant la guerre, il ne déserta pas comme Thorez... Il fut, par mesure disciplinaire, jeté dans les secteurs les plus périlleux et grièvement blessé. On m'a assuré qu'il avait adhéré au parti de Déat, pendant l'occupation. Il a disparu à la Libération...

ti) fut le pain de notre vie, qui aidait à vivre et à mourir... » (5).

Malheureusement, le 25 février 1956, un rapport secret de N. Khrouchtchev, publié le 4 juin suivant, déboulonnait la statue et mettait fin aux exercices du culte.

Pendant plus d'un an ce rapport a été discuté dans tous les pays et dans tous les partis. Un an après sa publication et l'agitation qu'il a provoquée, Nikita Khrouchtchev a tenté d'en renier la paternité. Ce nouvel apprenti sorcier voudrait bien emprisonner dans des vases clos les démons qu'il a libérés. On le comprend lorsqu'on relit aujourd'hui ce rapport.

Les adversaires les plus intransigeants, les ennemis les plus implacables du régime soviétique, dans leurs plus violents réquisitoires, n'ont jamais rien révélé qui atteigne la hauteur démesurée de cette massive tragédie.

Outre la faillite de toute la politique stalinienne, ce qui fut divulgué dans le monde entier, ce fut l'énumération des crimes staliniens : **la terreur sans limites, ni pauses, les tortures, la fabrication des procès, la liquidation de 70 % du comité central du Parti russe, les purges massives et sanglantes, la déportation de populations entières... la déification de Staline instituée par Staline lui-même.** Faillite, terreur, déportations... **tout cela se soldait par des millions de victimes, auxquelles il convient d'ajouter les millions de soldats russes, sacrifiés en holocauste au génie diplomatique et militaire du Père des Peuples** (6).

Mais ce que le rapport ne pouvait pas dire, car ce serait consacrer l'écroulement de tout le système... c'est que ce bilan hallucinant ne présente pas l'envers de la Révolution... le prix astronomique des réalisations socialistes.

On aurait d'ailleurs le droit de s'interroger sur les bénéfices d'octobre 1917, si après trente-six ans de dictature du prolétariat dont trente ans de pouvoir stalinien, les survivants et les héritiers de la guerre révolutionnaire ne pouvaient encore respirer librement. Mais ce n'est pas l'envers de la révolution socialiste, c'est au contraire la face de la contre-révolution que Staline figurait.

Le socialisme ne se mesure pas au volume et à la cadence de l'industrialisation — même si celle-ci avait porté l'U.R.S.S. au niveau économique des Etats-Unis. Des socialistes étatistes peuvent ne pas admettre notre critère : la réalisation du socialisme fonction des libertés ouvrières. Peuvent-ils cependant justifier la progressive disparition de toutes les conquêtes ouvrières de 1917, même de celles acquises dans les démocraties bourgeoises, même de celles arrachées au régime tzariste ? Peuvent-ils justifier une échelle hiérarchique des salaires, beaucoup plus haute que dans les sociétés capitalistes, qui n'a pas cessé de s'élever depuis 1928 ? Peuvent-ils ignorer qu'il s'est formé depuis trente ans, **une caste héréditaire dont les profits et les privilèges devenus « institutionnels » ne dépendaient que de l'omnipotence du czar rouge ?**

Ce ne sont pas là des affirmations gratuites. Nous avons utilisé pour les démontrer, une documentation d'origine soviétique. Ceux qui n'en sont pas convaincus, et qui ne craignent pas d'exposer leurs mythes au choc des réalités peuvent nous réclamer des précisions.

Mais une statistique officielle est plus édifiante que des thèses indigestes et illisibles. Il s'agit de la composition des congrès du Parti communiste russe, au nom duquel le pouvoir est exercé.

Le 20e congrès réuni en 1956 qui entendit le rapport secret de Khrouchtchev se composait de 1436 délégués dont 506 (35,3 %) appartenaient à l'appareil bureaucratique. Avec l'intelligentsia, la caste technocratique, ils représentaient 67,7 % du congrès, contre 18,5 % de délégués ouvriers et 13,8 pour cent de paysans. Mais c'était déjà un progrès sur le congrès précédent de 1952, dont la composition sociale s'établissait ainsi : 7,6 % d'ouvriers, 7,8 pour cent de paysans, **84,6 pour cent de membres de l'intelligentsia, de l'appareil.** Progrès d'autant **plus significatif qu'il retournait la tendance.**

En 1930, 71,2 % d'ouvriers, 6,7 % de paysans, **22,1 % de bureaucrates.** En 1934, 60 % d'ouvriers, 8 % de paysans, **32 % de bureaucrates.**

Sur les 1436 délégués de 1956, on comptait à peine 23 bolcheviks d'avant 1917, 65 adhérents pendant la guerre civile, 357 adhérents de 1921 à 1929, 991 ADHERENTS DEPUIS 1930. Or, plus de la moitié des délégués ont de 40 à 50 ans, près d'un quart dépassent 50 ans.

Il s'agit bien d'un congrès où les sénateurs dominent — des sénateurs qui dans leur grande majorité n'ont participé ni à la prise du pouvoir, ni à la guerre civile, pas même à la construction socialiste avant la consécration du pouvoir stalinien.

Voilà qui éclaire l'évolution. Mais Khrouchtchev a fourni d'autres données précises sur la liquidation des révolutionnaires russes. **Sur les 139 membres du comité central élus au congrès de 1934, 98 ont été arrêtés et fusillés en 1937 et en 1938. Sur 1970 délégués au congrès de 1934, 1108 ont été arrêtés comme criminels, lors des grands procès de Moscou.** Les attentats de Mexico ont parachevé **cette extermination de tous les combattants d'octobre 1917.**

C'est cette contre-révolution infernale que Fournial représente...

LES COMMUNISTES HONGROIS CONTRE LES TANKS SOVIETIQUES

C'est le passé. On pouvait espérer que le rapport Khrouchtchev ouvrirait une ère nouvelle. Sans illusion sur la clique de Moscou, nous attendions nous-mêmes un processus accéléré de « déstalinisation » en Russie, de « désatellisation » des démocraties populaires. Les faits ne nous donnent pas tort. Si la clique demeure malfaisante, ses soubresauts traduisent peut-être le désarroi et l'inquiétude.

Mais les Fournial restent liés à la clique, et demeurent solidaires de sa malfaisance. C'est ainsi qu'après avoir quelque peu vacillé, ils se tiennent aujourd'hui sur une position ferme, quant à l'insurrection hongroise : **« putsch fasciste écrasé par l'Armée rouge ».**

Hausser les épaules... cracher de dégoût ?... Une telle désinvolture n'est guère pertinente, alors qu'un vieil abonné de la « R. P. » croit encore à « **une opération montée par les services secrets américains, finalement désavouée par Washington** ».

Il y a des mots magiques qui rappellent la « sorcellerie évocatoire » de Baudelaire, si toutefois on peut associer la redoutable et géniale poésie à une telle indigence intellectuelle. « L'Eglise... le pétrole... Vatican... oncle Sam... ». Et c'est fait... le sujet entre en transes... Fournial connaît la musique.

Il est vrai que la Hongrie, de 1919 à 1945, depuis l'écroulement du gouvernement communiste de Bela Kun, a vécu sous la dictature réactionnaire du régent Horthy (qui a probablement intrigué en 1945 avec l'U.R.S.S. contre Hitler). Mais il ne restait rien des bandes fascistes qui n'eurent jamais de base populaire... rien que quelques hauts fonctionnaires de Horthy, passés depuis longtemps au service des staliniens. Ce furent des administrations, une armée et une police épurées systématiquement qui dans leur

(5) Aucun de ces termes n'est outrance polémique Aucun n'est le plus fort de ce que le zèle stalinien a inspiré aux choristes de la troupe impériale.

(6) A quoi bon répéter cela ? On le sait. Non, on ne le sait pas bien. Ou on ne veut pas le croire. On ne veut pas avoir l'air de le croire. Et c'est particulièrement apparent chez les petits bourgeois de... « gauche ». Alors, il faut le répéter jusqu'à ce que l'on en tire les conclusions logiques.

grande majorité se rallièrent au gouvernement Imre Nagy.

Lequel ? Car ce que les canailles et les gobe-mouches ignorent ou oublient, c'est que le gouvernement abattu par les tanks soviétiques fut **le troisième gouvernement Imre Nagy.** Le premier, en 1947, précéda la « stalinisation ». Mais le second en 1953 fut imposé à Moscou par les communistes hongrois, après la mort de Staline. S'il fut renversé, si Nagy fut même exclu du parti en mars 1955, c'est parce que le « cours nouveau » (limitation de l'industrie lourde, fin de la collectivisation agricole) heurtait trop d'intérêts — c'est aussi et surtout **parce que Nagy avait dénoncé les scandaleux privilèges accordés aux notables staliniens et à leurs familles.**

Mais qui donc l'imposa à nouveau en octobre 1956 ? Les fascistes, les agents américains ? Il faut vraiment admirer leur stratégie. Non seulement ils ont fait croire aux Hongrois qu'ils étaient sous-alimentés et asservis — mais encore, ils ont répandu le bruit que depuis 1953, cela bougeait derrière le rideau de fer : à Berlin-Est en juin 1953, en Russie et particulièrement dans le camp de concentration de Vorkouta (juillet 1953), à Tiflis (Georgie, mars 1956), à Poznan (Pologne, juin 1956).

Mieux. Tous les Fournial du monde avaient applaudi en 1949 à la pendaison de l'ex-ministre de l'intérieur hongrois, Laszlo Rajk, condamné, après s'être reconnu agent de la Gestapo depuis 1931, ayant préparé à ce titre un coup d'Etat de concert avec les trotzkistes, les titistes et naturellement la police américaine.

Ils applaudissaient en 1956 à la réhabilitation du même Rajk, dont les aveux avaient été « inspirés » par l'agent impérialiste Beria (sic !). **Le 6 octobre, l'ex-ministre, l'ex-traître réhabilité avait droit à des funérailles nationales, AUXQUELLES ASSISTERENT 300.000 PERSONNES...** qui n'étaient pas des Fournial. Pour apprécier la portée d'une telle manifestation supposez que Laval, fusillé en octobre 1945, ait été porté au Panthéon en 1952, escorté par le quart de la population parisienne...

Mais ceux qui écoutent encore les post-staliniens entendront-ils Peter Fryer, membre du parti communiste anglais, correspondant à Budapest du « Daily Worker » (organe officiel du parti) jusqu'en novembre 1956, qui a fait paraître, après avoir quitté la rédaction du « Daily Worker », un opuscule sur la tragédie hongroise, dont nous tirons ces extraits (publiés dans « Est-Ouest » du 1er-15 mars 1957) :

Il y a en réalité deux tragédies hongroises. Il y a la première et navrante tragédie d'une révolution populaire — un soulèvement de masse contre une tyrannie et une pauvreté devenues insupportables — écrasée par l'armée du premier Etat socialiste du monde.

Plus de 20.000 Hongrois tués, plus de 3.500 Russes tués, des dizaines de milliers de blessés ; la dévastation de plusieurs quartiers de Budapest ; des déportations massives de patriotes hongrois ; la faim dégénérant en famine, le désespoir généralisé et la quasi-paralysie de la vie économique ; une haine farouche du peuple pour la Russie et tout ce qu'il y a de russe, qui se perpétuera au moins pendant une génération : tels sont les fruits amers de la décision des dirigeants soviétiques d'intervenir pour une seconde fois...

C'est la tragédie à long terme de l'échec total du parti communiste hongrois qui, après huit ans de mainmise sur le pays, n'a pu donner au peuple ni bonheur, ni sécurité et ne l'a libéré ni du besoin, ni de la peur...

Il y a encore une autre tragédie... c'est que nous, communistes britanniques qui avons visité la Hongrie, nous n'avons jamais admis, même au fond de nous-mêmes la réalité de ce qui se passait là-bas, nous avons défendu la tyrannie de tout notre cœur et de toute notre âme.

POUR QUELLE FIN, DE TELS MOYENS ?

Est-il absurde d'évoquer tout cela, à la veille du congrès du S. N. des Instituteurs et à propos du cas Fournial ?

Pas plus absurde que la rupture violente en 1937 du syndicat national avec l'Association des Instituteurs allemands dont les leaders avaient revêtu l'uniforme hitlérien.

La médiocrité du personnage renforce notre thèse. Un Fournial est porté par ces larges flots de sang et de boue, comme goémons par la mer. L'accepter comme porte-parole, c'est se plonger dans tout cela, c'est s'intégrer au système, c'est s'accrocher à cette chaine qui partie de Moscou, passe par Mexico et par Budapest.

Dans un des deux organes trotskystes, celui qui reconnait encore à l'U.R.S.S. la qualité d'Etat ouvrier (ce qui nous paraît une aberration légitimant une monstrueuse imposture), le **Vérité des Travailleurs** (de janvier 1957) on reproche à Chéramy, représentant **l'Ecole émancipée,** d'avoir dit au congrès de la **fédération de l'Education nationale** « que les membres de la tendance pro-C.G.T. auraient été, en Hongrie, avec les fusilleurs ». Au contraire, « **à l'exception d'une poignée de Fournial, ils auraient été avec les combattants, car il n'y a pas eu de Hongrois, pas de communistes hongrois aux côtés des tanks soviétiques** ».

C'est vrai pour la Hongrie. Et cela démontre clairement que ce sont bien des révolutionnaires authentiques qui ont mené là-bas la bataille contre les soudards de l'Etat dit ouvrier — que l'anticommunisme le plus efficace, c'est l'héritage et la queue de Staline portés par des poignées de Fournial.

Il est possible que la fraction post-stalinienne comprenne dans ses rangs des révolutionnaires abusés — mais qui pourraient facilement s'instruire. Possible aussi que certains suivent Fournial en pensant que la fin justifie les moyens. Mais on ne construit rien de solide avec des matériaux pourris. Des moyens avilissants mènent fatalement à une fin vile. Et si les communistes hongrois se sont réalisés en s'opposant au pouvoir — des universitaires français ne s'affirment communistes que parce qu'ils rêvent du pouvoir, ne sont séduits que par les tanks des maîtres et le machiavélisme des valets. La fin c'est alors la « caste privilégiée » — les moyens de s'y incorporer : la brutalité, la servilité et l'amoralité. Ceux-là ont reconnu en Fournial le guide éprouvé qui leur convient.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Le numéro de l'Ecole libératrice du 14 juin nous fournit une preuve nouvelle de la roublardise du personnage. On y trouve, en effet, un article de Fournial dirigé contre le projet de marché commun européen. Bien entendu on fait vibrer la corde laïque... c'est « l'Europe vaticane » que l'on veut construire. (Ce que Fournial ne dit pas, c'est que ses maîtres acceptent sans difficultés les privilèges de l'Eglise, lorsque celle-ci se soumet à l'Etat totalitaire.)

Mais on s'efforce aussi d'exciter le nationalisme français contre le péril allemand (représenté ici par l'expansion industrielle allemande). Car les Fournial qui ne veulent pas servir le Vatican, s'allient aux Français les plus stupidement chauvins... cependant que leurs complices allemands soutiennent les pangermanistes...

On pourrait discuter du problème. Mais pas avec un Fournial qui ne s'oppose à l'Europe que pour obéir aux ordres impératifs de Moscou.

Notes d'Economie et de Politique

La hausse des salaires remède aux crises

Depuis janvier 55 nous avons suivi ici, le plus attentivement possible, le développement du « boom » qui se manifestait sur le marché américain, en indiquant que ce boom avait tout à fait l'allure des booms qui précèdent les crises. Or, ce boom est aujourd'hui arrêté, sans qu'il se soit produit de « krach », le krach financier qui déclanche les crises économiques.

Après des hésitations au cours des premiers mois de l'an dernier, de ces hésitations qui, d'ordinaire, annoncent l'imminence du krach, la hausse avait repris de plus belle sur les marchés américains : en août dernier, la Bourse de New York atteignait ses cours records. Depuis, tout s'est tassé. Et cela, sans qu'il se soit produit de krach.

A quoi cela est-il dû ?

Nous avions signalé que, pleines encore du souvenir de la grande crise de 1929, les autorités financières américaines avaient été très effrayées dès le début de la hausse, et qu'elles avaient aussitôt fait tous leurs efforts pour l'enrayer.

Est-ce grâce à ces efforts que le boom a fini par s'arrêter sans crise ? Cela me semble peu probable. Ces efforts ont, en effet, consisté uniquement à restreindre les crédits et à augmenter le taux de l'intérêt. Or, ce sont là exactement les mêmes mesures que celles qui furent prises lors des booms précédents, et qui alors demeurèrent inefficaces. En vertu de quoi, donc, se seraient-elles montrées plus efficaces aujourd'hui ?

La cause de l'arrêt du boom me semble devoir être cherchée ailleurs. C'est en août, avons-nous dit, le 3 août exactement, que les cours de la Bourse de New-York ont atteint leur point culminant. Or, c'est en ce même mois d'août, le 6, que se terminait, victorieusement, la grève des aciéries américaines. Je ne pense pas que cela soit le fait d'une simple coïncidence.

La fin de la grève des aciéries ne signifiait pas seulement une hausse substantielle des salaires pour les centaines de mille d'ouvriers employés dans les aciéries, mais une hausse de salaires pour tous les ouvriers américains. Ce sont, en effet, les salaires payés dans l'industrie de l'acier, industrie-clef de l'économie moderne, qui règlent traditionnellement les salaires payés aux Etats-Unis dans toutes branches d'industrie. Il est entendu tacitement que si les hauts-fourneaux accordent des augmentations de salaires, alors, partout, on en accorde ; si, au contraire, ils maintiennent les salaires ou les diminuent, alors partout on les maintient ou on les diminue.

Il en a été de même cette fois ; en septembre, tous les salaires montèrent ; pour la première fois, d'après les statisticiens américains, le salaire moyen, au cours de septembre dernier, atteignit 2 dollars (700 francs) par heure.

Eh bien ! n'est-ce pas là, n'est-ce pas dans cette hausse généralisée des salaires qu'il faut chercher la cause de l'arrêt du boom ?

Nos anciens lecteurs se rappellent peut-être qu'au cours de la crise de 29, nous avions essayé de montrer (1) que la cause des crises résidait essentiellement en ceci : la bourgeoisie ne consomme pas, pour la satisfaction de ses besoins personnels, la totalité de la plus-value que lui procure l'exploitation des salariés. Il en est une partie qu'elle « économise », c'est-à-dire qu'elle « réinvestit » sous forme de nouveaux capitaux servant à agrandir les anciennes entreprises ou à en créer de nouvelles. C'est le processus que l'on désigne sous le nom d' « accumulation du capital ».

Mais ce processus ne peut se poursuivre indéfiniment, pour la bonne raison que, pour créer une nouvelle entreprise, il faut non seulement des capitaux, mais aussi de la main-d'œuvre. Une usine ne marche pas toute seule. Au fur et à mesure que l'accumulation du capital progresse, la main-d'œuvre disponible devient donc de plus en plus rare, si bien qu'il arrive un moment où elle disparaît presque complètement et que les chômeurs ne sont plus assez nombreux pour fournir aux nouvelles entreprises toutes les sortes d'ouvriers dont elles ont besoin.

A ce moment l'accumulation du capital se trouve nécessairement arrêtée. Cependant, de la plus-value continue à être produite par les travailleurs, et même à une échelle accrue, elle continue également à aller entre les mains des bourgeois qui, après avoir satisfait leurs besoins, ne savent plus, cette fois, quoi faire du surplus. Ils continuent à économiser, mais il ne leur est plus possible, faute de main-d'œuvre, de réinvestir leurs économies, alors... ils spéculent, au sens le plus large du terme. C'est-à-dire qu'ils se mettent à acheter, au besoin à n'importe quel prix, les actions des entreprises existantes, ou bien à acheter, à n'importe quel prix également, des marchandises non périssables, telles que les métaux. Et c'est alors le boom ! Tout cela monte ! Tout cela monte au-dessus de la valeur réelle de ce qui est acheté.

Il arrive ainsi un moment où toutes ces choses ont tellement monté, où leurs prix excèdent tellement leurs valeurs que toute l'économie s'en trouve déséquilibrée. Et c'est alors le krach, le krach qui, par une crise financière d'abord, par une crise économique ensuite, finit par remettre en place l'échelle des valeurs.

Or, s'il en est ainsi, si telle est bien, et j'en suis de plus en plus convaincu, la cause des crises, le rôle des hausses de salaires, comme préventifs des crises, s'explique parfaitement.

Lorsqu'il y a boom, c'est qu'il y a excès d'argent qui ne sait point où s'employer d'une manière productive et qu'on utilise alors en « spéculations ». Mais, si les salaires montent, cet excès d'argent tend à disparaître puisque la plus-value qui l'engendre, se trouve réduite du fait de la hausse des salaires. La spéculation ne va donc plus avoir autant de nouveaux fonds à sa disposition et, par suite, s'arrêtera, ou, tout au moins, ralentira. Et si la hausse des salaires a lieu au bon moment, c'est-à-dire pendant le boom et avant que celui-ci n'ait pris des proportions où il se dénouerait en crise, la crise se trouve évitée. C'est ce qui, grâce aux métallos américains, s'est produit l'an dernier.

Il faut cependant ajouter que si le boom commencé fin 54 est présentement arrêté, on ne peut point dire qu'il ne reprendra pas. On ne peut, en effet, être sûr qu'une période de boom, de

(1) Voir « R.P. » du 5 mars 1931.

« haute conjoncture » comme disent les Allemands, est définitivement close que lorsque les banques éprouvent le besoin, à cause du ralentissement des affaires, non plus de hausser le taux de l'escompte, mais de le diminuer. Or, ce moment n'est pas encore venu ; les banques fédérales américaines ont toujours leurs taux d'escompte au plus haut.

Il se peut donc que l'arrêt du boom produit par la hausse des salaires de l'été dernier ne soit que momentané et que la spéculation reprenne à brève échéance. Et si alors, les syndicats ouvriers ne sont pas vigilants, si, cette fois, ils ne s'empressent point d'exiger de nouvelles augmentations de salaires, la hausse se terminera, cette fois, par une crise.

Ce qui, en tous cas, est dès maintenant certain, c'est que la hausse des salaires qui s'est produite au milieu de l'an dernier, en Amérique, en pleine période de pré-crise, loin d'être dommageable à la santé de l'économie capitaliste, loin d'avoir été génératrice de je ne sais quelle « inflation », cette espèce de croquemitaine que l'on sort pour épouvanter le prolétariat chaque fois qu'il revendique, a, tout au contraire, supprimé ce qu'on pourrait appeler l' « inflation des capitaux », c'est-à-dire l'excès des capitaux par rapport aux possibilités de leur emploi et a par là évité, au moins momentanément, qu'une crise éclate.

Les revendications des travailleurs sont non seulement génératrices du progrès technique, mais également de la stabilité économique.

Les deux catastrophes de Front Populaire ou de l'incapacité politique des classes petites-bourgeoises

Les élections de 1936 et celles de 1956 envoyèrent à la Chambre française des majorités, dites de Front populaire dans le premier cas, de Front républicain dans le second, de composition non absolument identique, mais à peu près semblables dans leurs caractères essentiels. Dans l'un et l'autre cas, ces deux majorités ont fait la pire politique que la France ait connue depuis l'avènement de la IIIe République.

Sous la présidence de Blum, en 36, le premier gouvernement de Front populaire a condamné à la défaite la république espagnole en organisant son blocus tandis que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste fournissaient à Franco autant d'armes et d'hommes qu'il en demandait. Sous les gouvernements suivants, le Front populaire livra à Hitler la république démocratique de Tchécoslovaquie, cependant qu'avec les décrets-lois, il instituait en France un régime liberticide qui n'avait point eu son pareil depuis l'Ancien Régime : rétablissement de la Bastille sous le nom de camps de concentration, création de délits de parole et de presse formulés en termes suffisamment vagues pour permettre de poursuivre n'importe qui à propos de n'importe quoi. Enfin, couronnant le tout, la Chambre issue de 36 permettait qu'on déclare la guerre par décret dans le but de refuser au peuple de Dantzig le droit de disposer de lui-même, et de venir au secours du régime totalitaire des colonels polonais.

En ce qui concerne la Chambre de Front républicain sortie des dernières élections, on ne peut encore, naturellement, dresser le bilan complet de son œuvre, mais celle de son premier gouvernement a été aussi catastrophique que celle du premier gouvernement de Front populaire.

Blum avait été l'homme de la défaite espagnole ; Guy Mollet fut l'homme de la journée des tomates et de Port-Saïd.

Il n'est point déshonorant de recevoir des tomates ; tout au contraire, lorsque ces tomates vous sont lancées, comme ce fut le cas au 6 février, par les nervis d'Alger, mais ce qui est déshonorant, c'est de céder aux tomates. C'est de prendre en quelques heures l'exact contre-pied de la politique que l'on entendait suivre, en décidant, le soir même du jour où l'on a reçu les tomates, de faire la politique des lanceurs de tomates.

Il n'est pas, non plus, déshonorant de faire la guerre. J'estime, pour ma part, qu'il est des circonstances où l'on ne peut pas ne point se battre sans se déshonorer, mais ce qu'il y a de déshonorant, c'est de décider de sang-froid qu'on écrasera sous les bombes et sous les fusées au napalm un peuple faible, afin de venger les administrateurs de la compagnie d'un canal que la nationalisation privait de leurs tantièmes.

Or, *le déshonneur ne paie pas !* De même que la trahison de la république espagnole conduisait inévitablement à la guerre avec Hitler, la perpétration d'une politique colonialiste au milieu du vingtième siècle amène la France aujourd'hui devant des coffres vides, et le mépris croissant des autres nations, et elle la conduira demain aux pires catastrophes.

Le fait que des politiques aussi effroyables aient été poursuivies à vingt ans de distance par une même formation politique ne saurait être l'effet du hasard. Il est dû aux caractères de la classe que représente cette formation politique.

Le parti socialiste depuis longtemps, bien avant qu'André Philip ne s'en aperçoive, n'est plus le parti de la classe ouvrière, c'est le parti de la petite bourgeoisie. Les coalitions politiques dont il est l'animateur, front populaire ou front républicain, sont donc, avant tout, des coalitions petites-bourgeoises. Avec elles, c'est la petite bourgeoisie qui accède au pouvoir.

Or, la petite bourgeoisie est incapable d'exercer le pouvoir. Pour exercer convenablement le pouvoir, il faut avoir une idée, un principe ; la petite bourgeoisie n'a ni idée, ni principe, ni même conscience de classe ; elle n'a que des envies.

Elle est bourgeoise. C'est-à-dire qu'elle a la même échelle des valeurs que la bourgeoisie. Comme pour toute la bourgeoisie, la recherche du profit est le seul élément moteur de sa vie, la richesse et les honneurs en étant le couronnement. Elle est partie intégrante du régime capitaliste, dont elle veut en conséquence le maintien et le développement.

Mais, d'autre part, elle est « petite ». Elle constitue la couche inférieure de la classe bourgeoise, elle en est le « parent pauvre », aussi envie-t-elle les richesses de la moyenne et de la haute bourgeoisie, et c'est cette envie, uniquement, qui lui fait prendre figure d' « opposition », lorsque ce sont les « gros » qui sont au pouvoir.

Bourgeoise, elle ne peut donc faire, lorsqu'une conjoncture heureuse la porte au pouvoir avec l'appui ouvrier, qu'une politique bourgeoise. Cependant si elle est « petite », c'est parce qu'elle est dépourvue des qualités qui permettent de faire carrière en régime bourgeois, autrement dit des qualités qui sont l'essence même de la bourgeoisie, elle est incapable de faire correctement une politique bourgeoise. Pas plus qu'elle ne réussit, malgré tout son désir, dans son ascension économique, parce que lui font défaut l'intelligence, l'habileté, l'audace, le cynisme qui sont indispensables pour parvenir à la richesse, elle ne peut réussir dans le maniement du pouvoir parce que celui-ci, en régime bourgeois, exige précisément ces mêmes qualités.

Les petits-bourgeois sont économiquement des

ratés ; politiquement, ils ne peuvent être également que des ratés. Ils veulent et ils ne veulent point. Ils veulent être des bourgeois, ils veulent administrer la société bourgeoise au mieux des intérêts de la bourgeoisie, ils n'ont, dès qu'ils sont ministres, qu'un désir, celui d'éviter tout reproche, toute critique des grands bourgeois ; leur seule ambition est de montrer à ceux qu'ils jalousent, qu'ils sont aussi capables qu'eux de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Ce sont les singes de la grande bourgeoisie.

Mais les singes imitent à contre-temps. Ils s'évertuent à faire les mêmes gestes, mais, incapables d'en comprendre les motifs, ils les répètent inlassablement, alors que le moment est venu de faire précisément le geste contraire. Là où les grands bourgeois qui, eux, ne cherchent point à imiter, mais obéissent seulement à leurs instincts de classe, sentent qu'il faut être souple, ils se montrent cassants ; là où les premiers comprendraient qu'il faut résister, ils lâchent, ils font la guerre lorsqu'il faudrait négocier, et abandonnent tout alors qu'il faudrait combattre.

Des bourgeois qui veulent être des bourgeois, mais qui n'en ont point l'étoffe, tels sont économiquement les petits bourgeois et tels ils sont aussi politiquement ; leurs défaites dans la vie politique ne sont que le reflet de leur échec dans la vie économique.

La solution : Une dévaluation radicale du franc

Les politiciens s'affolent, ou, tout au moins, prétendent être affolés par l' « hémorragie » de devises qui risque d'empêcher la France d'avoir de quoi payer ses importations d'ici quelques mois.

La raison de cette situation est fort simple. La France achète actuellement à l'étranger beaucoup plus qu'elle n'y vend pour la simple raison que les choses sont moins chères à l'étranger qu'en France.

Mais il ne s'agit pas de cherté véritable ; cette cherté ne provient point de ce qu'une même marchandise demande pour être produite plus d'heures de travail en France qu'à l'étranger. Il s'agit seulement d'une cherté artificielle, d'une « cherté monétaire » dont la cause réside uniquement dans le taux des changes, tel que l'a fixé, souverainement, l'Etat français. L'Etat français se refuse aujourd'hui à donner, par exemple pour un dollar, plus de 350 francs. Or, du fait de l'augmentation des prix français (due à l'inflation au sens véritable du mot, c'est-à-dire à l'émission de billets de banque non gagés fournis à l'Etat pour le paiement de ses dépenses), la marchandise qui coûte un dollar en Amérique se vend plus de 350 francs en France ; conséquence : l'Américain n'a point intérêt à acheter cette marchandise en France, tandis que le Français a intérêt à l'acheter en Amérique, d'où ralentissement des exportations françaises et accroissement des importations, si bien qu'on a de moins en moins de quoi payer celles-ci.

Mais si vous modifiez ce taux de 350 francs contre un dollar, si l'Etat français décide de donner 400 francs, par exemple, pour un dollar, alors l'Américain aura désormais intérêt à acheter la marchandise qui coûte un dollar en Amérique et, mettons, 370 francs en France, alors que, précédemment, lorsque, pour son dollar, on lui donnait seulement 350 francs, il n'en voulait, naturellement, pas.

Tout cela, comme on le voit est très simple, malgré tous les efforts que font les « économistes » à bonnet d'âne pour obscurcir les choses. Pour qu'une balance commerciale entre deux pays puisse plus ou moins s'équilibrer, il faut que les prix ne soient pas plus élevés dans l'un des pays que dans l'autre, autrement dit que les taux de change soient tels qu'on puisse indifféremment acheter dans l'un ou l'autre pays, en moyenne, la même quantité de marchandises, avec la même quantité d'argent, que celle-ci soit en monnaie nationale, ou dans la monnaie étrangère qui est donnée en échange. Les taux de change doivent être fixés de manière à ce qu'il y ait « parité des prix ».

Or, c'est à une telle fixation que nos politiciens se refusent, et cela uniquement pour une question de *prestige*. Le « prestige de la France » serait diminué, paraît-il, si l'on donnait 400 francs pour un dollar, au lieu de 350 francs !

C'est pourquoi l'on crie au désastre ! Et l'on va essayer tous les moyens possibles pour que le travailleur français se serre encore davantage la ceinture, afin d'éviter une telle calamité ! Espérons que les travailleurs français ne marcheront pas. Qu'ils laisseront tomber le « prestige de la France ».

L'hydre

Lorsque, lors de la grève déclenchée par le F.L.N. l'hiver dernier et les bombes des stades, tous les pouvoirs civils et militaires de l'agglomération algéroise furent concentrés entre les mains du général Massu et de ses parachutistes, ceux-ci remportèrent, dans les débuts, des succès spectaculaires : des centaines de bombes furent découvertes et confisquées et les arrestations de militants se succédèrent sans relâche. L'organisation terroriste algéroise était « décapitée ».

C'est, du moins, ce qu'annoncèrent triomphalement les autorités françaises, et, sans nul doute, elles avaient raison. La preuve s'en trouve dans le fait que, pour la première fois depuis que le terrorisme y avait commencé, Alger vécut durant plusieurs semaines sans qu'on y enregistre un seul attentat. Mais, peu à peu, quoique rien ne fut changé dans le système, les hommes ou les méthodes de « répression », les attentats reprirent ; d'abord, ce furent quelques attaques isolées, à coups de revolver, distantes de plusieurs jours, puis celles-ci se firent plus nombreuses, et enfin, l'autre jour, la bombe fit sa réapparition : le 3 juin, 3 bombes faisaient près d'une centaine de victimes, nombre de bombes et de victimes qui égalaient celui des journées d'avant les pleins pouvoirs de Massu.

L'organisation terroriste avait donc bien été « décapitée », mais elle renaissait plus forte que jamais.

C'est qu'un peuple en révolution est comme l'hydre : on lui coupe une tête, il lui en repousse deux. Il faut tout juste le temps qu'elles repoussent.

Mais c'est ce que n'ont pas encore compris, ni Lacoste, ni son copain Sérigny, ni les Européens d'Algérie, ni les chauvins du parti socialiste français.

Washington complice de Moscou

Pour la troisième fois (2), Khrouchtchev a proposé, dans une interview à la télévision américaine, de libérer la Hongrie, l'Allemagne orientale, la Pologne et la Roumanie, en en retirant les troupes russes, à condition que les Etats d'Occident suppriment leurs bases en pays étrangers.

Et à nouveau, le Département d'Etat vient de répondre *non !* à cette proposition, condamnant ainsi les peuples d'Europe orientale à demeurer asservis. Stupidité ou duplicité ?

R. LOUZON.

---

(2) Voir « R.P. » de décembre 56, de janvier 57 et de mars 1957.

L'ESPAGNE A CONSTRUIRE

Les illusions tuent les possibilités

Le 19 janvier 1957, les représentants de divers groupements espagnols de l'intérieur adressèrent au secrétariat du parti socialiste en exil un « document ». Une lettre l'accompagnait, qui se terminait ainsi : « Nous demandons au parti socialiste et aux groupes démocratiques et libéraux qui sont en contact avec lui, et par son intermédiaire, d'accepter le document, de le signer et de s'engager à mettre en pratique son contenu et son esprit. Nous signalons que cet accord peut être la dernière occasion pour les groupes de gauche de coopérer à la Restauration et, de ce fait, de déterminer son caractère démocratique et social ».

Dans la même lettre il était dit : « Il semble que le fait est que l'avenir immédiat se trouve fixé : ce sera la monarchie. Mieux vaut s'entendre maintenant que s'humilier par la suite. Le document représente le maximum de ce qui a pu être obtenu. Sur sa base il est possible d'engager d'amples pourparlers avec les représentants autorisés des divers groupes monarchistes. » La lettre disait également : « Le processus de décomposition ne peut donner comme fruit une nouvelle situation libérale, à moins que les gauches ne puissent conditionner la nouvelle situation par une action rapide et efficace. Autrement, l'avenir sera une restauration antidémocratique, dans laquelle le monarque sera le prisonnier des mêmes forces qui dominent aujourd'hui le pays. La nouvelle situation conduira à un totalitarisme des droites et à la suppression des libertés, et provoquera parmi les éléments socialement avancés le désir d'instaurer un régime totalitaire et extrémiste de type communiste. »

LE « DOCUMENT »

Le « document » lui-même, dont le texte intégral n'est connu que des seuls dirigeants socialistes en exil, a été présenté aux comités responsables des diverses organisations républicaines et syndicales de l'émigration anti-franquiste sous une forme résumée.

En voici la teneur (1) :

« Certains éléments de l'intérieur de l'Espagne envoient un document dans lequel figurent les hypothèses commentées suivantes :

» **Primo** — que la forme du gouvernement soit librement choisie par le peuple espagnol.

» On s'accorde à admettre que cette solution serait la plus valable pour obtenir l'adhésion la plus large et pour éviter des attaques ou des pressions à l'avenir.

» **Secundo** — que la forme du gouvernement soit fixée sans consultation, préalable ou postérieure, du pays.

» On s'accorde à admettre le caractère peu acceptable de ce fait qui entraînerait l'impossibilité d'entente des groupes qui acceptent le contenu de ce document.

» **Tercio** — que la forme du gouvernement, bien qu'imposée **de facto**, soit légitimée postérieurement à la consultation du pays.

» On accepterait le fait s'il était inévitable, surtout parce qu'il serait le plus apte à éviter une dangereuse solution de continuité dans le pouvoir public, parce qu'il servirait à accélérer la chute du régime actuel ; et à la condition que la consultation du pays s'effectue dans le délai le plus rapproché possible, le moment en étant fixé dès que la chute du régime actuel se sera produite.

» Après avoir énuméré ces trois hypothèses accompagnées de courts commentaires, les points d'accord essentiels « supposés » sont donnés :

1. Constitution politique
2. Droits et garanties authentiques
3. Régime de partis
4. Maintien rigoureux de l'ordre public
5. Assainissement matériel et spirituel du pays, sans recourir aux représailles
6. Assimilation de la guerre civile à un événement historique
7. Solution du problème régional
8. Entente pour faire des différents partis politiques des organes de gouvernement et la base de la stabilité nationale
9. Indépendance de l'Eglise et de l'Etat, réglée par un Concordat. »

LA REPONSE DES EMIGRES

Fin février 1957, le Parti socialiste ouvrier espagnol (R. Llopis), le Parti de la gauche républicaine (J. Maldonado), le Parti de l'union républicaine (A. Ortega), le Parti républicain fédéral (D. Marti Feced), le Parti nationaliste basque (F. X. de Landaburu), l'Action nationaliste basque (G. Goitia), la Gauche républicaine de Catalogne (J. Sauret), le Mouvement socialiste de Catalogne (J. Pallach), l'Union Générale des Travailleurs (P. Tomas), la Confédération Nationale du Travail (R. Liarte), la Solidarité des Travailleurs Basques (G. Ruiz Ercilla), signaient une « Déclaration » commune, qu'ils rendaient publique un mois plus tard.

Le texte de l'émigration antifranquiste contient un examen des trois hypothèses avancées par les « groupes » de l'intérieur, et manifeste évidemment une nette préférence pour le libre choix de la forme du régime par le peuple. Vient ensuite, et c'est là la partie la plus importante, puisqu'elle marque une prise de position, le paragraphe suivant :

« ... Nous estimons que la solution nationale pacifique, humaine et digne pour tous, consiste à créer une situation transitoire à la chute du régime actuel, situation transitoire sans caractère institutionnel défini, c'est-à-dire qui ne soit ni monarchiste ni républicaine, qui ne préfigure ni n'empêche la future forme de gouvernement de l'Espagne. Cette question est entièrement réservée à la volonté souveraine du pays qui l'exprimera librement et avec toutes les garanties au moment le plus propice.

« Nous défendons cette formule comme une solution pacifique à la situation actuelle, parce que nous l'estimons la plus raisonnable et la plus démocratique, parce que nous estimons qu'elle peut être acceptée comme une transaction efficace, sans déchéance ni humiliation, par les combattants d'hier et par la nouvelle génération d'aujourd'hui, par les mo-

(1) Le lecteur voudra bien excuser le style de cette traduction : le style du document résumé est également défectueux.

narchistes, les républicains, et les indifférents ou ceux qui ne sont pas encore fixés quant à la forme définitive du gouvernement ; car les mêmes possibilités de conquérir démocratiquement la République ou la Monarchie sont offertes aux républicains comme aux monarchistes, et parce qu'elle traduit effectivement le droit des Espagnols à décider de leurs propres destinées sans hypothèques préalables. »

La déclaration se termine, après un appel au développement des contacts et du dialogue entre Espagnols de « conditions très diverses », et à la conclusion d'un accord sur la « période transitoire » définie plus haut, par la phrase suivante : « Nous croyons également que tant que nous n'aboutirons pas à un accord, que nous souhaitons vivement, sur ce problème fondamental, nous ne devons pas actuellement passer à l'examen des questions qui figurent — « supposées » — dans le document qui a été soumis à notre attention. »

LES GROUPES DE L'INTERIEUR

La première question qui vient à l'esprit est de savoir quels sont les groupes qui ont présenté le document et sollicité l'avis de l'émigration sous une forme aussi nette et aussi pressante. Pour éviter de dévoiler des « secrets » que les militants émigrés connaissent pour la plupart et que la police franquiste possède sûrement, bornons-nous à extraire de la presse ce qui est de notoriété publique. Le document lui-même souligne la participation d'éléments monarchistes, leur tendance libérale étant mise en évidence par leur recherche d'un accord avec les forces démocratiques de l'émigration républicaine.

« Le Monde » du 29 mai a publié une dépêche A.F.P. de Madrid relatant l'arrestation de diverses personnalités, coupables « d'avoir maintenu des relations avec des éléments communistes importants, en exil en France, à des fins subversives contre le régime ». (Remarquons en passant cet exemple caractéristique du procédé franquiste qui consiste à coller l'étiquette « communiste » sur tout ce qui n'est pas pro-gouvernemental). Commentant cette dépêche, le même journal rapproche ces arrestations des poursuites engagées contre Dionisio Ridruejo, ex-chef phalangiste devenu porte-parole d'un courant politique nouveau, antifranquiste. D'autres dépêches, publiées dans les jours qui suivirent, donnèrent peu à peu tous les noms des personnalités impliquées.

Il est donc possible, sans donner dans le travers du roman policier, de supposer avec le maximum de vraisemblance que les groupements frappés par la répression franquiste sont ceux qui ont pris contact avec l'émigration.

Comment définir ces groupements, qui se réclament tous de l' « antifranquisme » ? Les uns appartiennent aux milieux d'Action catholique, avec des filiations qui les rattachent à Gil Robles, et semblent soucieux de préparer les lendemains, à la façon dont les catholiques italiens préparaient la succession de Mussolini. D'autres appartiennent à l'armée, et désirent une Espagne débarrassée de la corruption, des clientèles, une Espagne moderne. Les monarchistes libéraux rêvent d'un régime où l'arbitrage royal pourrait s'exercer sur des institutions neuves. Tous craignent que la fin de Franco n'ouvre une période de désordres sociaux et n'aboutisse qu'à une dictature nouvelle qui, sous prétexte de sauver l'Espagne du chaos, asphyxierait le pays, autant que le franquisme, en l'immobilisant une fois encore dans la routine et la torpeur. En dehors de ces velléités et de ces craintes, ces groupes et milieux n'ont — à notre connaissance — défini aucun programme, aucun ensemble de projets politiques, économiques ou sociaux. C'est exclusivement le problème de la liquidation — un peu —, et de la succession — beaucoup — du Caudillo, qui les préoccupe, avec la volonté dominante d'un régime nouveau stable, la démocratisation étant certes souhaitée, mais dans la mesure où elle ne provoquera pas de désordres.

Trouverons-nous chez Ridruejo, qui passe pour une tête pensante dans ces courants mal définis, réponse plus claire ? Dans la fameuse interview accordée au journaliste Luis Ortega Sierra, et publiée dans l'hebdomadaire cubain « Bohemia », l'ex-directeur des services de propagande de la Phalange déclare : « ... En matière politique, je suis partisan de la démocratie, qui pour moi représente une condition de fait bien plus qu'un système achevé. Je dirais qu'en Espagne cette démocratie que nous voulons devra être très peu ingénue. Je crois que le renforcement du pouvoir exécutif, et sa séparation éventuelle du pouvoir législatif, et la responsabilité des partis considérés comme véritables organismes constitutionnels, sont des mesures qu'il conviendrait d'adopter. Sans avoir foi en ses principes, je crois que la monarchie, arbitre et symbole, est une possibilité, voire même une fatalité, de l'Espagne qui vient. Je l'accepte comme telle. Dans un autre ordre d'idées, j'ajouterai sans réserve le mot social au mot démocratie. La structure de la société espagnole doit être transformée dès maintenant. Le processus de développement industriel prévisible, et jusqu'à un certain point déjà en mouvement, devrait être placé dans des moules sociaux plus rationnels et plus justes que ceux qui existent. Si nous voulons socialiser la liberté, et j'en suis partisan, il faut socialiser ce qui actuellement transforme la liberté en privilège et non en bien commun : c'est-à-dire la richesse. Techniquement, je continue à croire en l'efficacité des principes opérationnels du syndicalisme que je défendais déjà quand j'étais phalangiste. Je crois que ces principes permettent la socialisation, face à la bureaucratisation, en termes organiques mais décentralisés, c'est-à-dire capables de conserver à la vie économique l'efficience du principe de la concurrence. »

Chacun puisera dans cette profession de foi matière à se réjouir et voudra annexer Ridruejo à son camp : les monarchistes, les phalangistes de la vieille garde, les chrétiens sociaux, les syndicalistes, et beaucoup d'autres. Mais on peut tout aussi bien estimer que Ridruejo est habile et que sa phraséologie ménage l'avenir.

LES OPPOSANTS CLASSIQUES

En signant la « déclaration » qui avalisait la proposition essentielle du « document » de l'intérieur — à savoir la reconnaissance d'un régime monarchiste provisoire —, les groupements de l'émigration ont implicitement reconnu leur impuissance à vaincre Franco par leurs moyens : résistance intérieure et pression diplomatique extérieure. Alors que le pacte de Saint-Jean-de-Luz — déjà très discuté à l'époque : 1950, et qui n'avait guère rallié que les socialistes — représentait encore une tentative d'alliance entre tous les opposants, sur pied d'égalité, cette fois l'émigration républicaine admet que d'autres forces sont mieux placées que les siennes pour abattre Franco.

L'émigration républicaine reconnait, publiquement et d'avance, les conditions des successeurs éventuels immédiats. Elle espère ainsi sauver son avenir. Mais d'autre part, les « groupements » sur lesquels elle compte à l'intérieur, ne sont pas des pousses nouvelles de ses racines anciennes, ce sont des fractions — dans l'armée, dans l'Eglise, dans les formations politiques de droite, dans la Phalange — concurrencées et sans doute dominées par d'autres fractions installées dans les mêmes institutions ou les mêmes milieux. Les fractions de l'intérieur qui cherchent l'appui de l'émigration en échange de la protection des intérêts de celle-ci reconnaissent implicitement, elles aussi, leurs propres faiblesses.

L'opinion de la majorité des organisations antifranquistes républicaines, qui ont signé la « déclaration » peut être ainsi condensée : « Signons ; cela ne nous engage pas beaucoup ; cela nous donne une chance dans un jeu que nous ne contrôlons pas ; la question essentielle est de liquider Franco ; nous verrons ensuite, dans de nouvelles conditions, comment agir. » Aussi, la « déclaration » était-elle à peine publiée que déjà les organisations dont le nom figurait au bas du texte apportaient des précisions sur les limites de leur engagement. Les Basques et les Catalans notamment, soucieux de ne pas perdre la face, soulignaient leur volonté de ne rien abandonner de leurs revendications sur l'autonomie.

D'autre part, la C.N.T. d'Espagne en exil (celle que l'on désigne par commodité comme la C.N.T. de la rue de Belfort, où elle siège à Toulouse, et dont les organes les plus connus sont « Solidaridad Obrera » et « C.N.T. ») réagissait vigoureusement dans sa presse. Elle dénonçait les refus systématiques du Parti socialiste et de l'U.G.T. opposés à ses propositions répétées d'alliance, rappelait que les signataires avaient depuis longtemps adopté une politique de démission et pratiqué la « pause », et s'indignait de voir les républicains accepter d'avance le retour à la monarchie, que le peuple espagnol avait balayée en 1931. Elle s'en prenait à la C.N.T. « de gouvernement et d'Etat » qu'elle accusait d'abuser du nom de la Confédération (il s'agit de la C.N.T. désignée par le nom de la rue Jonquières, siège central de Toulouse, dont l'organe est « España Libre », et qui se réclame du mandat de la C.N.T. de l'intérieur). On sait que depuis plusieurs années deux organisations portent le nom de la Confédération Nationale du Travail, à la suite d'une scission ; l'une dénonce le sectarisme et la mainmise dictatoriale de la F.A.I. sur l'organisation syndicale, plaide pour un syndicalisme moderne et admet la collaboration avec les partis pour lutter efficacement contre le régime franquiste ; l'autre, qui a conservé le contrôle de l'organisation en exil, reproche à ses adversaires d'être ralliés à un syndicalisme abâtardi et politisé et de briguer des postes ministériels.

S'il est difficile d'estimer exactement le rayonnement en Espagne de chacun des courants républicains, qu'ils soient « bourgeois » ou « ouvriers », qui s'affirment dans l'émigration, il est du moins possible d'enregistrer un certain nombre de faits patents.

Les formations républicaines classiques conservent une influence diffuse, inorganique. Elles retrouveraient sans aucun doute cadres et adhérents si elles étaient un jour admises, par le jeu des circonstances, à rentrer, mais elles ne disposent ni d'un appareil illégal ni de groupes d'action propres dans l'Espagne actuelle. Par contre, partis et syndicats basques font partie intégrante des réalités régionales. L'émigration d'Euzkadi est bien organisée, parfaitement renseignée, en contact permanent avec la population demeurée au pays. Les formations catalanistes, moins bien structurées et moins solidaires, n'en sont pas moins assurées de recouvrer leur influence respective en cas de rentrée ; mais traditionnellement aussi, les antagonismes sociaux se révèlent souvent plus forts que les liens ethniques et linguistiques de la communauté catalane.

Le Parti socialiste ne possède plus son armature politique et syndicale en Espagne. Ses rares surgeons subissent fréquemment l'influence communiste. Même en exil, la vie socialiste est réduite à une façade maintenue par les partis frères et les confédérations sœurs. L'organe officiel « El Socialista » reflète le plus souvent les opinions particulières d'Indalecio Prieto, lequel conserve la direction du parti, chaque congrès lui donnant l'occasion d'un « chant du cygne » qui lui vaut de rallier une majorité émue, mais sans unité. Le P.S.O.E. est devenu une sorte de longue agonie mexicaine, avec piqûres internationales et accès de fièvre chez les héritiers, en France.

La C.N.T. — dont il faut provisoirement parler au pluriel — vit plus intensément, encore que ses adversaires publient fréquemment l'avis de son décès en y joignant une couronne de respectueux souvenirs. Elle édite trois hebdomadaires pour les seules régions françaises, une revue mensuelle, un supplément culturel, des bulletins, des brochures, des livres. Elle possède ses fédérations locales, ses régions, ses cercles d'études, ses organismes de solidarité, tient des congrès. Elle est secouée de polémiques, agitée par les luttes intérieures, divisée par les jeux de clans.

En Espagne, ses cadres de militants ont été décimés, ses organisations illégales ont été décapitées découvertes, razziées, reconstituées, perquisitionnées, dix, vingt fois ; ses imprimeries clandestines ont été réinstallées. Elle continue à vivre, écrasée ici, renaissant là, se manifestant tout à coup dans des centres où elle avait apparemment été effacée par la répression. Certes, elle n'a plus l'audace ni n'affiche plus la superbe de 1948 ou 1950, mais sa présence n'est niée par aucun courant. Ses éléments se retrouvent partout, — lors même que la coordination de leurs efforts n'est pas assurée, — jusque dans les syndicats phalangistes, où les liaisons, les complicités, les solidarités de génération se manifestent et se manifesteront.

Gardons-nous de schématiser, mais disons d'une part que l'ensemble de l'émigration a vieilli, et que les nouvelles générations de l'intérieur ne la connaissent que de loin, mal, ou pas du tout, et que la nature des problèmes qui hantent ces nouvelles générations échappe souvent aux émigrés ; d'autre part, que le camp ouvrier de l'émigration a su mieux conserver sa vitalité et sa dignité que les cadres officiels d'une République de principe, dont les serviteurs et les représentants officiels sont en majorité réinstallés dans les terres d'accueil, sans espoir de retour, ou rentrés en Espagne sans tambour ni trompette.

Franco, qui prépare sa succession, connait parfaitement ces phénomènes. La façade constitutionnelle qui donnera une apparence légale à la passation des pouvoirs, est conçue pour couvrir les réalités d'une Espagne inchangée, celle de l'Eglise traditionnelle, celle des propriétaires terriens, des clientèles affairistes, des fonctionnaires à l'échine souple, des militaires de casernes et de salons, des « guardias » multiples. Franco, en rejetant les fractions libérales et monarchistes dans le camp des exilés, en reprenant l'argument sentimental de la solidarité des « croisés » de 1936, vainqueurs en 1939, témoigne de sa volonté d'immobilisme, ou en tous cas de sa volonté de ne tolérer une évolution espagnole que dans le cadre d'une certaine Espagne traditionnelle. Le ciment de son camp était et demeure la peur, la peur générale du changement, la peur fractionnée des intérêts et des privilèges.

Les jeux seraient-ils soumis à des règles immuables ? Evidemment non, et l'extrême cautèle de Franco comme la prudente lenteur de l'**Opus Dei**, sont menacés par l'anxiété, le besoin de mouvement, la réaction contre l'asphyxie des nouvelles générations d'Espagne. Les arrestations ne brisent que le complot, elles sanctionnent la faiblesse des conjurés intérieurs, l'impuissance des rebelles de l'émigration, la tragique fragilité du pacte, mais elles ne résolvent en rien les problèmes fondamentaux, qui ne sont pas ceux de la succession, mais de la vie économique et sociale. La succession de Franco ne présente pas d'obstacle insurmontable, dans le cadre même de l'équilibre franquiste ; c'est l'ampleur et la profondeur des problèmes de base qui exigent des solutions plus audacieuses, plus difficiles, de plus longue haleine, que les conspirations politiques.

JEU DE MIROIRS

Certes, l'irruption des masses sur la scène et leur participation aux affaires publiques dont elles ont pendant vingt ans été écartées, peuvent être rendues possibles à la suite d'un incident, inattendu ou provoqué, dans le fonctionnement d'un pouvoir. On ne peut raisonnablement nier l'importance que revêt en certaines circonstances un coup d'Etat, un complot, une audace. Ce n'est donc pas sur la valeur même d'une conjuration, laquelle par définition n'est jamais que cuisine exceptionnelle et passagère, qu'il y a lieu de se prononcer. Ce qui est décisif, c'est de reconnaître l'importance et de connaître les facteurs fondamentaux de la situation dans son ensemble, et non de se laisser hypnotiser par les règles d'un jeu éphémère.

Il n'est pas surprenant de la part de dirigeants politiques d'admettre n'importe quel moyen pour se rapprocher du pouvoir, de rentrer dans son mécanisme, aux places de choix ou dans les salles d'attente. Il est moins normal de voir des militants ouvriers et singulièrement des syndicalistes — qui connaissent la différence entre les attributs du pouvoir et la puissance réelle — miser sur le jeu de miroirs des alliances de mots, de sigles et d'idées. Et dans la mesure où ces jeux de miroirs reflètent une réalité, les « supposés » du programme maximum offert par les opposants de l'intérieur offrent quelque danger : (4) Maintien rigoureux de l'ordre public ; (8) Faire des partis politiques des organes de gouvernement. Traduites en clair, ces deux propositions « libérales » ne peuvent que signifier, l'une le maintien d'un Etat fort, militaire et policier ; l'autre le formalisme parlementaire se substituant aux mouvements sociétaires réels.

Admettons que tout ce jeu ne soit qu'astuces machiavéliques utilisées par de gros malins, et qu'une fois rentrés en terre ibérique les syndicalistes fassent des confettis de ces documents, pactes et autres laissez-passer. Seront-ils, sont-ils préparés à faire face aux problèmes authentiques ? Sont-ils prêts pour faire passer par leurs voies ouvrières, par leurs méthodes démocratiques, par leurs institutions sociales, un pays en retard d'un demi-siècle sur l'Europe occidentale au stade de l'organisation libertaire, moderne et efficace ? Sauront-ils répondre aux interrogations des générations nouvelles ? Se sont-ils préoccupés de mériter leur confiance ? Ont-ils conquis leur esprit en leur démontrant qu'ils sont l'avenir possible ?

Les « documents » et les « déclarations » sont instruments de politique — de politique parlementaire sans parlement —, ils sont outils d'une technique de pouvoir, ou spéculations sur le pouvoir ; ils ne sont en rien, même par allusion, annonciateurs d'une rénovation de l'Espagne. On y sent encore, déjà, toujours, les bureaux, les polices, les compromis entre porte-parole de puissances vraies. On n'y trouve aucun écho, aucune odeur, du paysan sans terre, de l'ouvrier sans travail, de l'entreprise sans sources d'énergie, de l'étudiant sans espoir, de l'Espagne sans perspective.

POSSIBILITES DE LA C.N.T.

Mais les réponses que fournit la C.N.T. sont-elles capables de satisfaire, d'enthousiasmer, d'entraîner, de provoquer l'organisation et la participation des couches sociales laborieuses d'Espagne ? Non pas sur le plan sentimental et dans le domaine de l'agitation des foules, mais sur le terrain difficile des problèmes de base, ceux que ni la Monarchie, ni la République, ni Franco n'ont résolu et qui demeurent autant de plaies suppurantes ? Il semble que non. Les polémiques entre les deux courants confédéraux portent sur les principes et les méthodes de principe ; elles ne portent jamais sur le degré de connaissance d'une question économique ou sociale, sur la nature de la solution à lui donner, sur la forme de l'organisation démocratique qui pourrait en être l'instrument et sur le fonctionnement intérieur de celle-ci.

Quand « España Libre » met en évidence l'infantilisme des formules répétées par la « Soli », le manque de réalisme des propagandes anarchistes, l'oubli des leçons de la révolution et de la guerre, le refus d'affronter les situations présentes et le repli nostalgique sur les souvenirs de l'époque héroïque, il y a là certes un réquisitoire valable. Quand la « Soli » dénonce l'abandon par certains cénétistes de l'action populaire, la tentation des opérations paraparlementaires, la tendance à transformer la confédération en mouvement politique, elle vise juste. Mais l'acuité de l'esprit critique ne se retrouve malheureusement pas dans l'étude des phénomènes sociaux espagnols ni dans la recherche des voies et moyens d'une intervention ouvrière dans la réalité espagnole. L'étude d'un passé somme toute récent n'a pas été faite, sans doute parce que bien des légendes n'eussent pas résisté à l'examen des faits et des expériences.

Nous sommes à nouveau placés devant l'alternative, qui fut fatale en juillet 1936, d'une logomachie verbale escamotant les situations de fait et d'un pseudo réalisme qui débouche sur la démission. Il est temps de rappeler que l'absence d'une politique ouvrière conduit au ministérialisme, et que les slogans creux — « municipio libre », « communismo libertario » ou « viva la libertad » — aboutissent très logiquement à l'acceptation du poste ministériel de... l'Hygiène. Les deux C.N.T. correspondent, à en juger du moins par ce qu'elles disent, à un même phénomène, mais représentent deux stades de ce phénomène dans le temps.

Ce que pourrait et ce que peut faire la C.N.T. — et nous sommes convaincus que dans les deux courants les volontés et les capacités existent — c'est de se comporter comme une des forces déterminantes du présent et de l'avenir espagnol, et d'apparaître aux nouvelles générations comme une organisation saine et efficace non prisonnière du passé. Ce comportement ne peut se manifester ni être reconnu par le jeu des mots et des propagandes, ni même par des démonstrations d'héroïsme. Il est lié et dépend d'un effort de connaissance des réalités présentes, des problèmes essentiels, des transformations sociales intérieures.

La réforme agraire, l'assainissement des services publics, le développement de l'industrie, la recherche des sources d'énergie, la coopération économique avec l'extérieur, le fonctionnement d'une véritable démocratie économique ne relèvent pas de formules générales ni de schémas passe-partout ; ils correspondent à la participation directe et volontaire des intéressés partout où ils sont, groupés en organisations vivantes et coordonnées entre elles. Tous ces problèmes peuvent être résolus, totalement ou partiellement, mais sans jamais que les perspectives d'une plus grande démocratie et d'une plus grande liberté soient fermées, par une présence et une constante intervention ouvrière, paysanne et intellectuelle. C'est le rôle de la C.N.T. de dépasser les généralités, de se préparer à entrer de plain-pied dans l'organisation de l'Espagne nouvelle, si elle ne veut pas subir le sort de la F.O.R.A. en Argentine, c'est-à-dire devenir un beau souvenir, ou celui des C.G.T. bureaucratiques, c'est-à-dire faire de la figuration. C'est moins une opération politique qu'il s'agit de soutenir ou de condamner, qu'une œuvre de longue haleine à entreprendre. Car Franco et les Franco n'existent que parce que les problèmes d'Espagne ne sont pas résolus.

Louis MERCIER.

Lettre de l'Uruguay

Photographie du Mouvement ouvrier

un Premier Mai

Les agences d'information ont transmis des nouvelles, de façon plus ou moins exacte et impartiale, concernant les manifestations du 1er mai 1957 dans tous les grands centres nationaux, en deça et au delà du rideau de fer. Elles ont négligé les petits pays, parmi lesquels se trouvent la République Orientale de l'Uruguay, laquelle ne compte que deux millions et demi d'habitants, distribués sur quelque 816 mille kilomètres carrés. Le petit district de Montevideo groupe un peu plus d'un million d'habitants, installés pour la plupart dans la capitale, avec une masse d'employés et d'ouvriers se chiffrant à 250.000 environ. Le total des ouvriers, employés et paysans de la nation toute entière ne dépasse pas 300.000, parmi lesquels cent mille pâtissent d'un chômage chronique. Le pays doit faire face à des problèmes importants, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux. Et cependant, le Premier Mai fut une journée de routine, dans son ensemble, mi académique, mi propagandiste. Ni agitation, ni lutte, ni mouvement social. Encore que la paralysie des activités laborieuses fut totale, suivant la tradition, les grandes foules ouvrières ne participèrent pas aux six meetings partisans, organisés pourtant avec un grand luxe de propagande, pas plus que les années précédentes, et cela malgré le sourd mécontentement qui règne et en dépit du discrédit qui entoure les partis de gouvernement : *Blanco* et *Colorado*. Une seule exception doit être signalée : les travailleurs de l'industrie de la viande, organisés au sein d'une Fédération autonome qui se maintient à égale distance de toutes les tendances politiques.

Comme indice de la réalité sociale actuelle, et pour que le lecteur puisse se faire une idée objective du panorama, voici en résumé ce que furent les différentes réunions publiques tenues à Montevideo. C'est dans la capitale, malheureusement, que se concentre toute l'activité du pays.

Le meeting communiste de l'U.G.T. — Le parti communiste uruguayen se manifeste lors des Premier Mai sous le couvert de sa filiale syndicale, l'Union Générale des Travailleurs (UGT), et celle-ci à son tour joue sur l'équivoque des organismes « unitaires » du moment. Si bien que la réunion de 1957 fut organisée par le « mouvement pour une centrale unique » qui groupe l'UGT et divers syndicats autonomes pro-communistes. La diminution du nombre de sympathisants communistes est notable — elle peut être attribuée aux événements de Hongrie — puisque le rassemblement ne groupa que trois à quatre mille personnes. Les corporations du bâtiment, affiliées à l'UGT, comptent plus de 35.000 ouvriers à Montevideo. Bien qu'elle ne publie pas de bilan des cotisations, l'UGT se vante de posséder plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. A ceux-là il aurait fallu ajouter la colonie d'origine slave et les communistes non ouvriers qui se joignent généralement à ces manifestations de force, par discipline et parce qu'elles leur permettent de rendre publique leur filiation.

Le meeting démocratique de la C.S.U. — La Confédération Syndicale de l'Uruguay, créée il y a plusieurs années, concurrente de l'UGT, se veut démocratique. Elle bénéficie de l'appui de la presse quotidienne et des stations de radio. Une vingtaine de syndicats y sont affiliés, parmi lesquels des organisations numériquement importantes, comme les ouvriers et employés municipaux, le personnel bancaire, les employés de commerce, les cheminots, les vendeurs de journaux, etc. A la réunion convoquée et annoncée longtemps à l'avance ne vinrent que cent à deux cents personnes. Les observateurs attribuent cet isolement de la CSU au fait qu'elle adhère à l'ORIT et à la CISL, considérées ici comme étant inspirées par le Département d'Etat des Etats-Unis. La population uruguayenne est, de façon générale, également opposée aux impérialismes de Washington et de Moscou. Sous certains aspects, la CSU s'apparente aux tendances du socialisme international.

Le meeting de la F.O.R.U. — La section locale de l'A.I.T. — Fédération Ouvrière Régionale Uruguayenne — qui est la centrale la plus ancienne du pays et est de tendance anarchiste, organise chaque année un meeting de Premier Mai. Syndicalement désintégrée, la FORU rassembla cette fois deux cents auditeurs environ.

Le meeting des ouvriers de l'industrie de la viande. — La Fédération des Ouvriers de l'Industrie de la Viande et annexes, autonome, qui groupe les syndicats des entreprises industrielles — les « frigorificos » — réunit de quatre à cinq mille ouvriers à son meeting. C'est déjà une habitude de voir qu'au Premier Mai et lors des concentrations et manifestations ouvrières en temps de lutte revendicative ou lors des campagnes de solidarité, la Fédération Autonome de la Viande réunisse plus de monde que les trois centrales ouvrières dans leur ensemble. En effet, en plus des travailleurs de l'industrie, les voisins de deux quartiers typiquement ouvriers — le *Cerro* et *La Teja* — participent au rassemblement.

Meeting du Parti Socialiste. — Le seul parti politique parlementaire de l'Uruguay qui organise une réunion le Premier Mai sans recourir au truchement d'une centrale syndicale, est le parti socialiste. Le P.S. attache une importance particulière à la préparation de ces meetings. Bien qu'il s'agisse d'une organisation intégrée et dont la base sociale est la classe moyenne, sa réunion traditionnelle a une allure ouvriériste. Cette année, il a groupé de trois à quatre mille personnes, autant que les communistes. Du point de vue du niveau intellectuel, ce fut sans doute la réunion la plus élevée.

Meeting de la Fédération Anarchiste. — Terminons ce bref compte rendu en parlant d'une force nouvelle : la Fédération Anarchiste Uruguayenne, qui rassemble en nombre égal des ouvriers et des universitaires, et qui organisa son premier meeting dans la soirée du 30 avril, sur la Plaza Libertad, réunissant de quinze cents à deux mille auditeurs. Bien que la F.A.U. réaffirme la valeur des principes fondamentaux de l'anarchisme historique et que parmi ses militants se trouvent des vétérans des luttes libertaires, elle est considérée dans les milieux de gauche comme l'expression du « mouvement des jeunes ». Elle édite un organe intitulé « Lucha Libertaria » (autrefois « Voluntad »). Elle a lancé plusieurs mots d'ordre, notamment celui de la journée de six heures, celui du combat contre les impérialismes nord-américain et russe, et défend l'idée d'une intégration des peuples d'Amérique latine.

PAMPIBERO.

CRISE DU SYNDICALISME AMERICAIN

Depuis plusieurs mois, les journaux américains — et la presse européenne — sont abondamment pourvus de comptes rendus plus ou moins spectaculaires sur la corruption, le « racketeering » qui entachent le mouvement syndical des Etats-Unis. Une Commission du Sénat américain, présidée par le sénateur John McClellan (démocrate) s'est emparée de ces faits et siège presque quotidiennement, interrogeant des permanents syndicaux et des témoins plus ou moins impliqués dans des affaires de corruption. Cette Commission s'était donné pour tâche de déceler la corruption aussi bien dans les associations patronales que dans celles du monde du travail ; mais jusqu'à présent, c'est uniquement l'univers syndical qui est soumis à son enquête. D'ici peu, la Commission devra soumettre des propositions précises pour « extirper le mal qui ronge le mouvement syndical ».

En quoi consiste ce mal ? Les faits constatés par la Commission et par les organisations syndicales elles-mêmes sont de plusieurs ordres : tout d'abord, dans plusieurs syndicats et fédérations, les fonds confiés aux organisations syndicales au titre des cotisations, des mutuelles, etc., ont été utilisés à des fins personnelles, pour procurer tel ou tel avantage à tel ou tel autre permanent peu scrupuleux, pour « soudoyer » un patron, pour mettre en mauvaise posture une organisation syndicale « concurrente ».

La corruption à l'intérieur d'un mouvement syndical n'est pas, nous le savons, un phénomène nouveau, ni aux Etats-Unis ni en Europe. Le grand syndicat américain de la confection pour dames a lutté durement il y a dix ans pour vaincre ce fléau ; à l'heure actuelle ce syndicat est considéré comme étant l'un des plus sains (moralement parlant).

Des faits de corruption précis en relation avec des phénomènes de gangstérisme pur et simple, ont été constatés dans des organisations où les conditions de travail sont assez spéciales, comme, par exemple, dans les ports de New York. Avant la fusion du mouvement syndical, l'ancienne A.F.L. se vit contrainte d'expulser le syndicat des dockers, lié à la pègre de la ville de New York... Et toutes les tentatives faites depuis pour arracher ce syndicat à l'emprise de chefs véreux se sont révélées inefficaces. Par deux fois la nouvelle organisation des dockers créée par la direction de l'A.F.L. fut mise en minorité lors d'élections qui devaient permettre de constater la « représentativité » des syndicats concurrents.

Tout récemment, le bureau confédéral de l'A.F.L.-C.I.O. s'est vu dans l'obligation de « suspendre » trois syndicats — dont celui des boulangers — certains de leurs permanents ayant utilisé à des fins personnelles l'argent qui leur avait été confié — cotisations, sommes reçues au titre des mutuelles, caisses d'assurance-maladie, pensions, etc.

Mais la « grande affaire », celle qui a ému l'opinion publique américaine « travaillée » par tous les moyens de propagande et, en particulier par la télévision, concerne le syndicat des « teamsters » (des camionneurs) qui compte un million et demi d'adhérents. Son chef, Dave Beck, a toujours joué un rôle spécial parmi les « grands » du syndicalisme américain. Tout d'abord, Dave Beck que la grande presse qualifia, il y a plusieurs années, de « bâtisseur d'empire », fut toujours peu scrupuleux à l'égard des autres organisations syndicales. Il n'avait qu'un but : étendre son empire, celui de son syndicat, aux dimensions de l'ensemble de l'industrie américaine. Les camionneurs étant partout présents, la tâche fut singulièrement facilitée ; par tous les moyens — par la force ou la corruption — et souvent avec l'aide de patrons qui, désireux de se débarrasser de syndicalistes trop honnêtes, tenaient Beck et ses acolytes pour des interlocuteurs plus valables, le syndicat des teamsters pénétrait dans de nombreuses industries, portant des coups sévères aux syndicats « ennemis » et acquérant par la force des positions bientôt imprenables. Le syndicat de l'automobile qui résista de son mieux aux assauts de Beck et de Da Hoffa (son collaborateur le plus important) a laissé malgré tout pas mal de plumes dans cette lutte farouche. D'autres syndicats moins gigantesques que celui dirigé par Walter Reuther ont tout simplement été dévorés par Beck et les siens.

Ce que tout le monde savait mais que personne n'osait dire publiquement a maintenant été révélé par la Commission d'enquête du Sénat : les dirigeants du syndicat des teamsters, Beck et Da Hoffa en tête, sont des escrocs. Ils ont personnellement dilapidé des centaines de milliers de dollars reçus au titre des cotisations et des mutuelles ; ils se sont entendus avec des patrons pour briser certaines grèves et « casser » d'autres organisations syndicales réticentes aux tentatives de corruption ; censés défendre les intérêts de leurs mandants, ils agissaient eux-mêmes en patrons et, dans quelque branche industrielle que ce fut, ils trouvaient toujours le moyen de « faire des affaires ». Avec Dave Beck et les siens, le « racketeering », la corruption, le mépris de toute mesure, de toute morale, ont sans doute atteint des sommets insoupçonnés.

Le bureau confédéral de l'A.F.L.-C.I.O. a éloigné Beck de son poste de vice-président de la Confédération. Il engage maintenant une lutte qui s'avère difficile et longue pour briser l'influence de Beck et de ses collaborateurs à l'intérieur même du syndicat des camionneurs. L'enjeu est énorme, car il n'est pas dit que les adhérents de cette organisation se décident à condamner le « patron », et l'A.F.L.-C.I.O. risque de perdre ce syndicat comme elle a perdu celui des dockers.

Quoi qu'il en soit, il a fallu un scandale public et retentissant pour que la centrale américaine se décide à agir. Actuellement, des enquêtes sont en cours dans de nombreux syndicats pour déceler les malversations et pour aboutir à un assainissement de l'ensemble du mouvement syndical. Le danger est grand : l'opinion publique soumise à une propagande effrénée, semble vouloir prendre une position hostile au mouvement syndical. Le bénéfice de l'unification semble menacé, tant il est vrai que l'ambiance générale se prête peu au recrutement. A l'heure actuelle, incontestablement, le mouvement syndical américain marque le pas et, parfois même, recule. Les adversaires décidés des syndicats — aussi bien dans le parti démocrate que dans le parti républicain — profitent des circonstances pour déposer des projets de loi sur « le respect du Christ au travail », projets dont le but est de faire faire marche arrière aux organisations, d'aboutir à la suppression de l' « union shop » et de l' « open shop » — pratiques qui garantissent aux organisations syndicales la représentativité à l'intérieur des entreprises et à l'échelle des branches d'industrie — ainsi que du droit de percevoir les cotisations en les faisant déduire directement du salaire.

Comment enrayer cette offensive, la plus violente que le mouvement syndical ait connue depuis longtemps ? Le mouvement syndical affirme

avec beaucoup de sincérité et, sans aucun doute, avec la ferme volonté de réussir, qu'il est décidé à assainir sa maison. Il reste pourtant une question qu'on est en droit de se poser : les moyens envisagés peuvent-ils mener au but énoncé ? Autrement dit : ne s'agirait-il pas, d'abord, de déceler les causes profondes du « racketeering » ? L'une de ces causes est incontestablement l'absence d'une vie syndicale réelle dans la plupart des organisations ouvrières. C'est un fait que de nombreuses organisations syndicales des Etats-Unis fonctionnent comme des entreprises commerciales : on fait confiance au chef, au « boss » qui, lui, se charge de faire « marcher la maison ». Les exceptions — il en existe — confirment une règle bien établie que personne ou presque ne pense contester. Dans la mesure où le « boss » est honnête, scrupuleux, soucieux de conserver à son organisation certaines traditions syndicales, il peut réussir à sauvegarder une gestion honnête : les Reuther, Dubinsky, Potofky, Meany sont les garants d'une telle gestion. Mais si, par malheur, le « boss » est un Dave Beck ?

Est-ce que les chances d'aboutir à un contrôle réel des adhérents sur la gestion syndicale sont sérieuses ? Nous ne le croyons pas. Nous n'en voulons pour preuve que ce qui s'est passé au congrès du syndicat de l'automobile réuni au mois de mai. Evidemment, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes était au centre des débats. Walter Reuther lui-même, parfaitement conscient du danger qui menace l'ensemble du mouvement syndical, cernait le problème et proposait finalement la constitution d'une Commission composée de personnalités indépendantes (professeurs d'universités, pasteurs) et, d'une manière générale, de personnes connues pour leur intégrité, à qui on confierait la tâche de contrôler la gestion des fonds syndicaux.

Il est bien évident que le fonctionnement d'une telle Commission (qui fut d'ailleurs formée) peut assurer aux syndicats l'estime du public. Mais une minorité — pas très importante il est vrai — sut quand même s'opposer assez violemment à ce projet et faire valoir qu'il appartenait aux syndiqués eux-mêmes d'assurer la bonne gestion des fonds syndicaux. Mais il y a peu de chances pour que semblable réaction se manifeste dans les autres syndicats, même par la voix d'une minorité (le syndicat de l'automobile est l'un des rares syndicats américains où les membres manifestent le désir de participer vraiment à la vie de leur organisation). Il n'en reste pas moins que, minorité ou pas, le véritable problème a été posé. Mais cette minorité — ne l'oublions pas — est assez fortement marquée par l'esprit syndicaliste européen. Il y a donc peu de chances pour que cette proposition d'auto-gestion des syndiqués trouve un écho très vaste.

Reuther, en faisant sa proposition, pensait à un autre grave danger qui guette le mouvement syndical et qu'il voulait prévenir : celui d'un contrôle gouvernemental sur les fonds confiés aux syndicats. Reuther et Meany y sont fortement opposés, mais d'autres chefs syndicalistes le sont beaucoup moins et l'on imagine facilement qu'un tel contrôle, une fois institué, pourrait assez rapidement aboutir à une mainmise plus ou moins rigide de l'Etat sur toute la gestion des organisations syndicales.

En attendant, la lutte engagée par le bureau confédéral de l'A.F.L.-C.I.O. contre la corruption et pour le respect des « principes éthiques » du mouvement syndical, pose d'autres problèmes redoutables : alors que Walter Reuther et ses amis voudraient renforcer l'emprise de la direction confédérale sur les différentes organisations qui forment l'ensemble du mouvement pour mieux les contrôler, d'autres chefs syndicaux et, en particulier, ceux des anciens syndicats A.F.L., les syndicats « de métier » très jaloux de leur autonomie, s'y opposent fermement. Cette lutte intervient à un moment où la direction de l'A.F.L.-C.I.O. est bien obligée de constater que les buts proclamés au moment de l'unification sont bien loin d'être atteints : en effet, de nombreux syndicats « de métier » et un grand nombre d'organisations industrielles qui auraient dû s'unir et s'amalgamer au sein de la centrale unifiée ne peuvent s'entendre et Meany et Reuther ne sont pas seuls à craindre cet échec partiel de l'unification syndicale.

L'unanimité ne s'est réellement faite que sur un seul point : on reconnaît que le mouvement syndical américain qui, au moment de l'unification, faisait de grands projets en vue de sa future expansion, se trouve en crise et marque le pas. L'affaire Dave Beck ainsi que quelques autres lui ont aliéné la confiance d'une grande partie de l'opinion publique ; les différentes campagnes de recrutement (parmi les ouvriers du textile et les employés peu touchés jusqu'à ce jour par l'organisation syndicale) se sont, dans l'ensemble, soldées par des échecs. Le mouvement syndical des Etats-Unis se trouve, pour l'instant, dans une situation de défense ; certains avancent même qu'il est engagé dans une lutte pour son existence.

Gustave STERN.

Lettre de Tunis

«ILS LES AURONT»

31 mai : 9 militaires tunisiens tués par des militaires français, en territoire tunisien (région d'Aïn-Draham).

3 juin : 2 militaires français tués par des gardes nationaux et des civils tunisiens, dans la région de Gabès.

A Aïn-Draham, les Français, après avoir encerclé les milliers de réfugiés algériens, victimes des ratissages de la pacification de Lacoste, avaient la prétention de maintenir l'encerclement. En vertu, sans doute, de la qualité de « Français » des réfugiés et en vue de leur retour au sein de la « mère patrie », à savoir, leurs mechtas incendiés.

La Tunisie a payé de la mort de 9 de ses fils — sans compter les blessés : une vingtaine — son nouveau geste de solidarité envers l'Algérie. Mais les occupants, qui ne rêvent que plaies et bosses pour maintenir leurs privilèges, ne doivent pas être très fiers de leur 2e bureau. Sa provocation insensée a fait long feu.

L'intimidation n'a pas réussi. Des barrages tenus par des militaires et des civils tunisiens surveillent le déplacement des troupes françaises et savent aussi se servir de leurs armes, quand on enfreint la consigne. Comme à Gabès.

L'attitude ferme du gouvernement tunisien, assuré de l'appui total de la population — tunisienne — a déjà donné des résultats.

Alors que l'Ambassade de France (1) déclare qu' « il ne saurait être question d'interdire (aux militaires français) leur liberté d'action ni de soumettre leur autorité à une autorisation préalable », le Quai d'Orsay communique : « Le gouvernement français, fidèle aux engagements de coopération qu'il a pris envers la Tunisie et soucieux (oh ! combien !) que leur mise en œuvre ne soit compromise, vient de confirmer à ses unités stationnées sur le teritoire tunisien des consignes destinées à éviter, dans toute la mesure du possible, de nouveaux incidents et des directives

(1) Les journaux font remarquer : ladite ambassade disait, à propos des événements d'Aïn-Draham, que le détachement français exécutait « un exercice d'entrainement », alors que le Quai, lui, parle de « reconnaissance » !

de coopération avec les autorités tunisiennes. »

Ainsi, il ne semble pas que la tragédie algérienne — malgré certains — doive s'étendre à toute l'Afrique du Nord.

Pays indépendant, avec des antennes dans le monde entier — antennes qui s'avèrent payantes, même si leur entretien coûte cher au pays — la Tunisie lutte sur tous les fronts avec un égal bonheur. Elle tient contre la France avec beaucoup de maitrise.

La France reculera. Malgré sa mauvaise humeur, il faut qu'elle se rende à l'évidence : il n'y a plus personne d'achetable en Tunisie. Même avec des milliards. C'est fini.

Vous refusez de nous aider, malgré vos promesses solennelles, et votre intérêt évident ?

Nous continuerons à nous serrer la ceinture, mais nous ne trahirons pas nos frères algériens.

Pourtant, même si sur 2 milliards (sur 12) promis, des centaines de millions de francs étaient destinés à des maisons françaises aux abois, nous nous serions réjouis que le reste puisse servir à l'amélioration de la condition de nos ouvriers, car dans le marasme économique actuel leur sort est tragique : maigres salaires, des milliers de sans-travail !

Mais, malgré « l'immobilisme économique » et bien qu'il représente « un grave péril national », l'urgence n'est-elle pas dans la réalisation de l'indépendance totale ?

A laquelle s'emploie fort intelligemment notre gouvernement.

Nous veillerons au grain, pour le reste.

Ainsi parlent les Tunisiens.

***

Bourguiba, dans son discours du 6 juin, proclame la nécessité d'admettre toutes les conséquences de l'indépendance de la Tunisie dans tous les domaines, économiques et militaires.

Domaine économique. — Un décret modifie le statut de l'Union douanière. Liberté à la Tunisie de passer des accords avec tous les pays et de leur accorder les facilités et les préférences que peut justifier la réciprocité des intérêts.

« Nous avons déjà été saisis de propositions d'accord présentées par l'Espagne, la Yougoslavie et la Russie.

« Nous sommes disposés à négocier directement les accords commerciaux avec les pays étrangers .

« **Le renforcement de notre armée** : ...Nous ne négligerons rien pour lui donner les moyens d'assumer ses responsabilités. J'ai passé en revue, il y a deux jours, le premier bataillon de la Garde nationale, envoyé dans le Sud pour prendre position sur nos frontières. J'espère qu'aucun choc ne se produira avec les éléments français qui y sont encore. »

J'ai l'impression que Bourguiga mène sa barque de main de maître. Il sait exploiter au maximum les conneries françaises. Il est politiquement fort.

On ne trouve **pas un Français** d'ici qui ne soit enragé et plein d'espoir dans la reconquête. Il paraît que ceux qui partent ferment purement et simplement leur appartement, tellement ils sont assurés de revenir. C'est de la folie furieuse.

7 juin. — 6 civils tunisiens et 6 militaires français tués, des blessés, dans la région de Gabès.

Des blindés, des cars G.M.C., des jeeps de l'armée française patrouillent dans Gabès, après tirs d'obus et mitraillages en pleine ville.

Alors que le Quai d'Orsay demande la coopération avec les autorités tunisiennes locales, le chef de bataillon Barbier, commandant à Gabès, répond qu'il n'a d'autres instructions à recevoir que du C.S.T.T. (haute instance militaire française en Tunisie) et il continue à ignorer l'existence même des autorités tunisiennes, qui ne se sont jamais opposées à des convois de ravitaillement, mais entendent les contrôler.

J.-P. FINIDORI.

Une ânerie... en 1841

Les lignes suivantes sont extraites de « Les Français en Algérie », souvenirs d'un voyage fait en 1841 par Louis Veuillot. (Les passages soulignés le sont par nous).

Les derniers jours de l'islamisme sont venus ; notre siècle est probablement destiné à le voir quitter les rivages de l'Europe, non seulement de cette vieille Europe qu'il a jadis envahie et si longtemps menacée, mais de cette Europe nouvelle et agrandie qui est née partout où l'Europe ancienne a porté la croix. Attaqué sur tous les points, le croissant se brise et s'efface. Dieu le refoule ; il l'envoie au temps marqué, périr dans les déserts d'où il est sorti. Des calculs établis sur l'Apocalypse de saint Jean et sur les prophéties de Daniel assignent au règne de Mahomet une durée de treize siècles. Le treizième siècle n'est pas achevé et voici que Byzance va retomber aux mains chrétiennes. ALGER, DANS VINGT ANS, N'AURA PLUS D'AUTRE DIEU QUE LE CHRIST. Dans vingt ans Alexandrie sera anglaise, et que sera l'Angleterre dans vingt ans ! Où n'ira pas la croix quand Alexandrie, Alger, Constantinople seront ses points de départ ? Il ne faut pas faire entrer en ligne de compte l'indifférence des peuples et la politique impie des princes. L'indifférence des peuples n'a qu'un temps, l'iniquité des princes n'a qu'une heure. Un quart de siècle peut changer la face du monde. Et qu'importent les desseins des hommes contre les desseins de Dieu ? Les conquêtes que l'Europe ne voudrait pas faire par la foi, elle les fera par le commerce ; les missionnaires iront à la suite des marchands, comme ils allaient à la suite des croisés. Nous croyons nous livrer au négoce, et nous achevons l'œuvre des croisades. Nos marchands incrédules terminent l'œuvre des fervents chrétiens du moyen âge. Toute terre où ils s'établissent en force suffisante pour y être chez eux, est une terre où l'on dit la messe, où l'on baptise les enfants, où les saints, quel qu'en soit le nombre, font retentir les louanges du vrai Dieu. Il y a là, à n'importe quel titre, une civilisation au voisinage de laquelle **l'islamisme ne peut tenir.** Il lui faut, comme aux bêtes des forêts, un rempart de solitude. A mesure que la lumière se fait, il s'éloigne : il va chercher des civilisations inférieures. Son croissant est un astre de nuit : que les déserts l'accueillent jusqu'au jour où il doit s'éteindre absolument et n'être plus qu'un nom dans l'histoire ! Il fera tomber les fétiches et ne leur survivra pas. Déjà l'on peut considérer son rôle comme fini, non seulement dans l'Algérie où règne aujourd'hui la croix de la France, mais dans toute cette partie de l'Afrique que baignent les flots de la Méditerranée. Le sang des compagnons de saint Louis, répandu sur les plages de Tunis, est un vieux titre que nous serons contraints de faire valoir un jour ; entre notre province de Tlemcen et les rivages de l'Espagne régénérée, l'air manquera aux prétendus descendants du Calife qui font encore peser sur le Maroc leur sceptre barbare. Quel sera l'agent de ces révolutions prochaines ? Le commerce, la guerre, les désordres intérieurs ? Je l'ignore ; mais je sais que les événements ne manquent jamais aux desseins de Dieu. **Or il faut être aveugle pour ne pas voir que c'est le dessein de Dieu d'en finir avec l'islamisme,** et dès lors tout y concourra. En ce moment même, pour ce qui concerne l'Algérie, l'œuvre divine est consommée. Si l'on peut douter encore que ce sol reste à la France, il est évident du moins que **l'islamisme l'a perdu.** L'Europe ne se laissera pas arracher un royaume dont elle connaît la fertilité, que nous lui avons appris à conquérir et que la vapeur rattache à son continent comme un pont relie entre elles les deux rives d'un fleuve. Anglaise, allemande, espagnole ou française, l'Algérie est possession chrétienne, **elle n'est plus musulmane,** et ni Tunis ni Maroc ne sauraient l'être encore longtemps. Voilà ce que Dieu a fait ; grâces lui soient rendues d'avoir bien voulu se servir de nos mains !

Pour un mouvement syndical uni et démocratique

La C.G.T. a porté une fois de plus la question de l'unité à l'ordre du jour de son congrès ouvert le 16 juin, mais le discours inaugural de Frachon ne laisse déjà aucun espoir de voir les communistes modifier leur comportement afin de rendre la maison habitable pour tous. Mieux, le secrétaire général de la C.G.T. qui n'a pu conquérir l'organisation et s'y maintenir que grâce à une rigide organisation de sa tendance, se permet d'interdire aux autres de s'organiser en tendance pour essayer de faire prévaloir leur point de vue. Lorsque ce numéro aura paru, on connaîtra ceux qui auront tenté de rompre la règle d'unanimité et réclamé l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement de Moscou, condition primordiale de la reconstitution de l'unité.

En attendant, la publication, le 15 juin 1957, d'un appel signé par Denis Forestier (du syndicat autonome des Instituteurs), Roger Lapeyre (secrétaire de la Fédération F.O. des Travaux publics et Transports) et Aimé Pastre (de l'Union Générale des Fonctionnaires C.G.T.) pouvait apparaître comme une réponse anticipée au congrès cégétiste.

Mais Pastre a rompu d'une manière éclatante avec la direction de la C.G.T., lors du drame hongrois ; Forestier et Lapeyre comptent parmi les plus vigoureux opposants à la bolchevisation des syndicats. C'est dire que nous sommes pleinement rassurés, quant au sens de leur initiative.

Aussi nous publions intégralement cet appel qui constitue une plate-forme solide pour des débats sur l'unité syndicale.

Publication intégrale ne signifie pas approbation totale. Nous aurions des précisions à solliciter. Mais nous y retrouvons quelques-unes des idées-forces qui orientent notre effort, et le même désir de rencontres entre syndicalistes, de renaissance d'une pensée syndicaliste qui a provoqué la création de l'Union des Syndicalistes.

Il est utile que l'on subordonne l'unité syndicale à une indépendance des syndicats, clairement définie. Il est utile que l'on affirme la fidélité aux principes toujours valables de la Charte d'Amiens. Il est d'une urgente nécessité de libérer et de revigorer le syndicalisme, expression authentique de la confiance en soi de la classe ouvrière.

Pour avoir, dans certaines de ses parties, lié son sort à celui de formations politiques ou religieuses ou s'être cantonné dans des formations de catégories, le syndicalisme français se condamne de plus en plus à des actions désordonnées et sans lendemain, aliène chaque jour davantage sa personnalité et son efficacité propres, s'installe dans des divisions néfastes au moment où les conditions économiques et sociales, nationales et internationales imposent une profonde révolution dans la vie des travailleurs.

N'est-il pas triste de constater un tel état de fait, alors que les actions diverses des pionniers épris d'un idéal de libéral économique ont précisément permis aux organisations professionnelles de détenir un véritable pouvoir économique ?

En plus des éléments positifs et constructifs que doit apporter la lutte revendicative quotidienne, il existe toute une législation ouvrant à la classe ouvrière des possibilités de participation de plus en plus large à l'organisation de la production, à la gestion des services et des entreprises. Les divisions du monde du travail sont une des causes déterminantes de l'inefficacité de ces conquêtes juridiques dont l'importance est par trop sous-estimée.

Regrouper les organisations syndicales dans un mouvement uni et démocratique correspond à un désir des travailleurs mais aussi à une impérieuse nécessité qu'impose la profonde révolution économique et sociale dans laquelle nous entrons avec les progrès de la science et le développement des techniques.

Mais poser le problème de l'unité par l'entrée dans une des centrales ou formations aujourd'hui existantes, c'est accepter en fait le maintien de la situation actuelle, c'est s'installer commodément dans une médiocrité que nous entendons rejeter.

LES CONDITIONS DE L'UNITE

Ce qui est important n'est pas de rabacher à tout propos, et hors de propos, des considérations sur l'unité syndicale, mais c'est d'œuvrer pour que cette unité se reconstitue pour le plus grand bénéfice des travailleurs. La pratique de la tactique du « Front unique » au sein de comités irresponsables qui conduit finalement à lier systématiquement l'action politique et l'action syndicale a pour conséquence directe le repli des travailleurs sur eux-mêmes.

Elle renforce, en fin de compte, le pluralisme syndical. Ce n'est ni par l'intimidation, ni par la contrainte, ni par des procédés déloyaux relevant de la pratique du noyautage que l'on peut regrouper les travailleurs d'appartenance diverses pour les amener à travailler en commun.

Faire un mouvement syndical uni et démocratique en 1957 exige la volonté de réaliser une construction sur la base des principes toujours valables de la Charte d'Amiens sans lesquels la Charte de Toulouse perd tout son sens.

Pour aller vers un tel but, il est nécessaire que tout regroupement repose :

— Sur la libre confrontation des thèses sans que soient masquées les divergences naturelles ou doctrinales ; vouloir nier les divergences sous le faux prétexte d'unité ce n'est pas contribuer à l'efficience de l'organisation syndicale. Mais les positions une fois arrêtées, doivent devenir la loi commune.

— Sur la franche reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical avec leur possibilité d'expression.

— Sur la nécessité de développer chez chaque travailleur le sens des responsabilités, afin de le rendre très attentif à la pratique du noyautage.

— Sur le vote à bulletin secret pour l'élection des responsables, l'interdiction effective du cumul des fonctions syndicales et politiques, la révocabilité des responsables syndicaux.

RESPECT DE L'INDEPENDANCE DU MOUVEMENT SYNDICAL

En particulier, le mouvement syndical a pour devoir de ne lier ni son sort, ni son orientation à ceux des groupements, forces ou partis, dont les préoccupations et les méthodes sont différentes des siennes, même si les solutions et les objectifs de lutte sont proclamés identiques.

Il doit donc rester extrêmement vigilant à l'égard des formations de base de ces groupements, forces ou partis, qui montrent qu'en toute occasion elles sont les organes d'exécution d'un appareil chargé de consignes ne s'inspirant pas au premier chef de l'intérêt des travailleurs.

L'expérience de la vie syndicale française prouve que les tentatives de domination du mouvement syndical par un parti politique sont toujours à l'origine des scissions syndicales, puisqu'elles postulent l'attachement inconditionnel au parti et à la politique internationale d'un bloc d'Etats.

Le groupement des travailleurs, sous l'égide d'une confession, relève de l'attachement à la conception du pluralisme syndical et, par là, s'oppose en fait à la reconstitution de l'unité syndicale et donc en dernière analyse sert les intérêts du capitalisme national et international.

Ceci pour déclarer qu'à notre avis le syndicalisme, quels que soient les enjeux dont il est l'objet et les pressions de tous ordres que connaissent ses militants, se doit de veiller jalousement à ce que les mots d'ordre soient élaborés en son sein, et de rester maître constamment de ses initiatives et de son action.

QUE LES MILITANTS SE RENCONTRENT

Ceux qui acceptent ces principes et rejettent tout ce qui peut domestiquer ou tenir en tutelle doivent se connaître ; ils doivent, par leur foi, leur enthousiasme et leur volonté créer cet élan fraternel, qui doit redonner à notre pays un mouvement syndical digne des sacrifices de nos aînés.

Il n'est pas question de demander à quiconque de quitter l'organisation de son choix, mais il faut que militants et organisations qui ne se satisfont pas de l'éparpillement syndical actuel se cherchent et se trouvent pour déterminer en commun et en pleine souveraineté la meilleure formule permettant aux travailleurs de ce pays de reprendre confiance en eux et dans leurs organisations syndicales. Ainsi le mouvement syndical français pourra-t-il regagner dans tous les domaines et plus particulièrement sur le plan international la place qu'il doit normalement occuper.

Quelles que soient les erreurs passagères, son long passé riche d'expériences et promoteur d'un idéal de fraternité, de dignité et de liberté de tous les travailleurs, nous fait un devoir d'être ambitieux pour lui redonner sa vraie figure.

Denis FORESTIER (Autonome).
Roger LAPEYRE (F.O.).
Aimé PASTRE (C.G.T.).

Faits et documents

Le massacre de Melouza

Le massacre de trois cents Musulmans à Melouza a suscité partout une intense émotion. Dans une affaire de cette importance, il est indispensable d'entendre les différents sons de cloches. Aussi, reproduisons-nous ici, à titre documentaire, le récit de la tuerie fait par un correspondant du « Monde », que nous faisons suivre des déclarations du représentant du F.L.N., à Tunis, ainsi que du texte (tronqué) qui nous est parvenu du M.N.A. et du communiqué que nous adresse l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (Fédération de France).

Le récit du « Monde »

Au matin du 28 mai les habitants du douar Ilemane, à l'extrémité ouest des monts du Hodna, virent arriver par petits groupes des hommes vêtus de burnous et dont le langage guttural, mi-arabe mi-kabyle, ne les inquiéta pas. Les bergers les regardèrent passer, distinguèrent des uniformes et crurent qu'il s'agissait, comme il était souvenu advenu, de soldats français « en nomadisation » accompagnés de musulmans des régions voisines. Ils signalèrent cette arrivée à grands cris répétés de proche en proche (c'est ce qu'on appelle le « téléphone arabe ») et les notables s'apprêtèrent, selon la coutume, à accueillir les visiteurs et à leur offrir en signe d'hospitalité la tasse de café traditionnelle.

Mais bientôt ils constatèrent que les groupes se scindaient et se dirigeaient vers les différents hameaux. Ils comprirent alors leur méprise. Un certain nombre d'entre eux parvinrent à s'enfuir en se faufilant entre les guetteurs, que les rebelles avaient disposés autour du douar.

Mais déjà, dans chaque hameau, les fellagas commençaient à rassembler les hommes et les adolescents, préalablement séparés des femmes et des enfants, et à les conduire par groupes de quatre ou cinq au centre des agglomérations, et notamment au village de Kasbah, situé au pied d'un éperon rocheux et masqué en partie par la falaise aux regards des observateurs aériens. Quand les prisonniers furent réunis, il était près de midi. Soudain, un avion d'observation apparut et tournoya dans le ciel. Cette présence contraria les projets des rebelles qui durent en différer l'exécution.

Dans l'après-midi hommes et adolescents, parqués dans des maisons et principalement dans une salle assez vaste où se réunissait la djemâa (assemblée locale), furent dépouillés de tout ce qu'ils possédaient sur eux : papiers, argent, montre, etc. Dans les masures d'autres rebelles pillaient et se partageaient les biens : tapis, argent, quelques armes et munitions de chasse. Les guetteurs, de leur côté, groupaient le bétail (chèvres, moutons et bovins) et les emmenaient vers le nord.

Vers 18 h. 30 la tuerie commença. Bien que distant de 3 kilomètres seulement, le poste militaire voisin ne pouvait être alerté par les coups de feu, la haute arête rocheuse faisant écran entre lui et Melouza.

Les survivants, encore hébétés, ont raconté par bribes ce qu'ils avaient vu du drame. Leurs témoignages sont formels : l'action fut préméditée, organisée et conduite avec une froide détermination, une cruauté délibérée. Un des chefs rebelles dit à ses hommes : « Pas de blessés, tuez-les tous ! »

Les hommes du F.L.N. firent d'abord sortir les prisonniers de la djemâa quatre par quatre, pour les fusiller. Mais bientôt, pris de fureur, ils ouvrirent le feu dans la pièce même, puis achevèrent les blessés, s'acharnant sur les cadavres.

Un chauffeur de taxi qui conduisait plusieurs personnes à M'Sila, fut arrêté et son auto incendiée. Il a fait le récit suivant :

« Ils » (il dira toujours « ils » en parlant des rebelles », nous attachèrent les uns aux autres, puis nous firent monter vers Melouza, puis vers Kasbah. J'ai vu d'autres groupes comme le mien grimper par les chemins du djebel. Vers 11 heures nous sommes ar-

rivés. « Ils » nous ont fait entrer dans les maisons d'où les femmes et les enfants étaient déjà partis. « Ils » nous ont tout pris. Nous sommes restés enfermés tout l'après-midi. Nous étions une vingtaine entassés dans une maison près de la djemâa. Le soleil était bas quand la fusillade a éclaté dans le village. A ce signal nos gardiens — « ils » étaient deux près de la porte — tirèrent sur nous à la mitraillette. Je tombai tout de suite. Les autres tombèrent sur moi. Je revins à moi au petit jour. Je repoussai les morts et sortis. Il n'y avait plus personne de vivant. J'ai suivi le chemin d'Aïn-El-Mariane jusqu'à ce que je rencontre les militaires. »

Et le chauffeur conclut :

« J'ai eu de la chance... »

Une dizaine de journalistes, partis une heure et demie auparavant d'Alger, en hélicoptère, se sont posés, vendredi après-midi, près de Kasbah, à proximité d'une bande de terre fraîchement remuée qu'ils apprirent, un instant après, être la fosse commune où avaient été ensevelis plusieurs dizaines de cadavres.

Quatre-vingt-quinze cadavres dans la salle de la djemâa

De-ci de-là, des plaques sombres qui avaient été des flaques de sang, des vêtements, des turbans, des chéchias au rouge terni, des lambeaux d'étoffes aux tons indéfinis. Les soldats se taisent, avec en mémoire l'horreur d'effroyables souvenirs. Ce sont eux qui, du poste voisin, découvrirent, au matin du 29, les blessés dans les ruelles et les morts dans les maisons. Il leur fallut aider les quelques rescapés à enterrer, pêle-mêle, les cadavres, qu'on ne pouvait laisser longtemps exposés...

L'un d'eux explique : là, il y avait cinq cadavres égorgés, la poitrine défoncée à coups de pioche, le crâne fracassé à la hache. Du sang, des taches partout. On reconnaissait des débris de cervelle épars sur le sol ou collés aux pierres.

La scène la plus monstrueuse se déroula dans la salle de la djemâa, construite au bout du village et dont l'édifice surplombe les environs. On y retrouva quatre-vingt-quinze victimes, tuées à coups de feu, mitraillées par la porte basse et par les deux étroites ouvertures par où pénètre une faible lumière. Maintenant le sol en est gluant, l'odeur épouvantable... Dans la ruelle voisine des débris de poteries, de ces jarres aux formes romaines où l'on conservait l'huile ou l'orge. D'un appentis un chien s'échappe en aboyant, faisant fuir une poule jaune comme lui. Plus loin, deux poulets efflanqués détalent en caquetant et leur cri résonne, incongru, dans le silence.

L'officier qui découvrit l'ampleur du massacre arrive avec peine à s'exprimer : « Dans cette maison, deux cadavres ; dans celle-ci, cinq... » Puis sa gorge se serre, et au fur et à mesure qu'on avance on n'entend plus que : « Là, trois... ; là, douze... ; là, vingt-six... ; là... »

Aidées par les soldats et les quelques survivants, les femmes ensevelirent les morts dans des fosses qu'il fallut bientôt creuser un peu partout, même aux abords du village, dans les bandes de terre entre les rochers. Il y avait trois cent trois cadavres. Il reste près de six cents femmes et enfants qui, pour la plupart, ont quitté Kasbah et Melouza, emportant quelques vêtements dans un maigre baluchon. Les autorités ont pourvu à leur hébergement tant à M'Sila qu'à Sidi-Aissa, où quelques survivants se sont réfugiés.

Qui étaient ces gens ? Le capitaine Jean Courbette nous le dit :

« **Nous venions assez régulièrement dans ce douar où l'on nous accueillait toujours très bien**, déclare-t-il. Je m'arrêtais chez un ancien garde champêtre qui habite une maison à 3 kilomètres du village. **J'avais acquis la certitude que ces populations (2.500 habitants environ), toujours aussi paisibles malgré la propagande des bandes rebelles qui traversaient la région, étaient prêtes à un ralliement, et j'attendais que le fruit soit mûr pour le cueillir...** Mardi dernier, nous vînmes en reconnaissance jusqu'aux crêtes qui dominent le douar. Tout était calme, ainsi que le constata aussi l'observateur aérien qui tournoya au-dessus de la contrée. Rien n'indiquait le drame qui se préparait. »

Une centaine de montagnards des villages voisins de Meloua, fuyant la menace qu'ils croyaient sentir peser sur eux depuis le massacre de mercredi, sont arrivés jeudi soir à M'Sila, à 50 kilomètres au sud de Bordj-Bou-Arreridj, pour se placer sous la protection des forces de l'ordre. Ils avaient parcouru en vingt-quatre heures une cinquantaine de kilomètres, empruntant les pistes et les ravins afin de passer inaperçus des rebelles.

Ce qu'en dit le F.L.N.

Déclarations du docteur Fanon, représentant du F.L.N. à Tunis, telles qu'elles ont été rapportées par le « Petit Matin », quotidien de langue française, paraissant à Tunis.

... Toute la population de Mélouza apportait son concours aux forces de l'Armée de Libération Nationale — nos troupes dans leurs déplacements logeaient fréquemment chez les familles de Mélouza. A titre indicatif, nous tenons à signaler le massacre opéré en novembre 56, par des hommes de l'Armée française vêtus de burnous et de cachabias, à la dechra de Beni-Ougag, située non loin de Mélouza et qui aidait l'Armée de Libération Nationale.

Mélouza, comme tant d'autres villages algériens, a payé sa fidélité à la cause nationale.

L'analyse des communiqués des autorités françaises révèle d'ailleurs des contradictions flagrantes.

Présentée d'abord comme la conséquence d'un sursaut d'humeur contre l'attitude hostile de la population à l'exécution d'un garde champêtre, l'opération, deux jours après, est devenue l'application de directives générales.

On peut d'ailleurs s'étonner que, pour exécuter un garde-champêtre, il eût fallu la présence de trois cents soldats fortement armés.

... De telles remarques s'appliquent aussi à la tuerie de Wagram où, dans la nuit, des tueurs lâchent des rafales de mitraillettes, à travers les fenêtres en indiquant qu'ils obéissent à un ordre du F.L.N. Là encore, le souci de signer F.L.N. un massacre horrible et absurde est évident.

... La presse française, avec un ensemble parfait, apporte sa contribution à la campagne.

Malheureusement, les articles publiés sont pleins d'inexactitudes et de contradictions.

Dans **Le Monde**, M. Jean-François Chaudel a l'air d'être très documenté. Il parle d'un groupe du M.N.A. installé près de Melouza et ayant pour chef Si Haoues qui aurait commandé un millier d'hommes. Eh bien, Si Haoues, le voici. **(Et l'orateur de désigner un des hommes assis à sa droite.)** Il n'a jamais appartenu au M.N.A., lui-même vous le dira.

Nous pouvons également relever de nombreuses contradictions dans les récits des soi-disants témoins. A M. Chappus, de **France-soir**, l'un d'eux a déclaré qu'on leur avait dit « Vous obéissez à la France, vous allez payer ». Mais les communiqués français font état de l'opposition de la population à l'assassinat du garde champêtre ; de son côté, le service secret voit une cause plus profonde : la lutte du M.N.A. contre le F.L.N. pour une question de pétrole.

Enfin, pour aller de Melouza au poste de Kasbah, où a eu lieu le massacre, il y a douze kilomètres, écrit **France-soir** (**Le Monde** donne trois kilomètres). Comment voulez-vous que sur douze kilomètres quatre cents hommes du village, plus trois cents qui les emmenaient, aient pu passer inaperçus alors qu'un avion français survolait la région ? En admettant, même, que l'aviation n'ait pu les repérer, elle aurait tout au moins vu « les épais nuages qui obscurcissaient le ciel », comme l'écrivent ces journaux...

... S'il y a des rescapés, nous attendrons la constitution d'une commission d'enquête internationale pour les produire.

De toute façon, nous ne pouvons rien dire à ce sujet, pour l'instant. Mais le premier principe, si la constitution d'une commission est décidée, est que les rescapés quittent l'Algérie, sinon leur témoignage serait faussé, fondamentalement.

Je puis vous donner, toutefois, le nom des responsables F.L.N. pour Melouza :

Le responsable militaire : Hazil Abdelkader ;

Le responsable politico-militaire : Larbi.

A la question : « Avez-vous le témoignage de ces chefs ? », le Dr Fanon répond :

De toute manière, la version est connue. Ce n'est pas nouveau.

Les Français encadrent des harkas et font des ex-

péditions punitives sur les villages qui ont aidé le F.L.N. et c'était le cas de Melouza.

Ou bien encore ils revêtent des burnous.

A la question : « Y a-t-il jamais eu un foyer caractérisé du M.N.A. dans le région de Melouza ? », le Dr Fanon répond :

Nous avons reçu un communiqué de l'Etat-Major de l'A.L.N. de cette région qui, nous dit-il, n'a jamais été gagnée par le Messalisme.

Il y a dix-huit mois, un groupe a été signalé à Beni El-Mane (40 kilomètres de Melouza), mais il y a longtemps qu'il a été refoulé sur Sidi Aissa.

Et puis, je peux encore fournir d'autres contradictions relevées dans la position française.

Trois cents hommes viennent. On découvre le massacre auquel ils se sont livrés « mais l'absence de troupes n'a pas permis de les poursuivre ».

C'est bien la première fois.

En général, les troupes poursuivent toujours « les bandes rebelles » ; les accrochent toujours et leur infligent toujours de « lourdes pertes ».

Mais ces trois cents hommes et la fumée qui obscurcissait le ciel, n'ont pas été vus par l'aviation qui survolait la région.

C'est pour le moins extraordinaire.

Comment expliquer ce retard, cette absence ?

Appréciez...

D'autre part, tout le monde sait que, dans les régions militaires, aucune décision n'est prise au nom du F.L.N., mais au nom de l'A.L.N.

Voici le processus des décisions judiciaires : le tribunal du peuple comprend cinq personnes : un militaire, un politico-militaire et trois notables du village de l'inculpé qui est lui-même assisté d'un avocat.

Cela Lacoste le sait, mais il ne le dit pas. Il a également connaissance du compte rendu extraordinaire de Sumame, tenu en août 56, qui a été saisi sur Zirouf Youssef, et dont un des chapitres précisait :

— Mutilation interdite ;

— Exécution obligatoirement après jugement ;

— Ne pas se laisser aller à la colère.

Le jugement du M.N.A.

D'un tract diffusé par le Mouvement Nationaliste Algérien nous reproduisons les extraits suivants :

La preuve est faite que l'action des pseudo-patriotes dits « F.L.N. » est une action antinationale. Elle vise à affaiblir les rangs de la résistance algérienne par la terreur, les effusions de sang et les tueries. La provocation est manifeste et le but est clair : détourner les travailleurs algériens de la lutte contre l'impérialisme et les amener à se dresser les uns contre les autres dans une lutte fratricide.

...Tout indique que l'action des pseudo-patriotes dits « F.L.N. » est intimement liée à l'action des impérialistes français. Les uns et les autres recourent aux mêmes moyens et poursuivent le même but.

Le communiqué de l'U.S.T.A.

L'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens, Centrale Algérienne Libre :

Fidèle à l'idéal syndicaliste de Fraternité de Liberté et du respect de la personne humaine, s'incline devant la mémoire de nos frères de Melouza, nouvelles victimes d'un massacre barbare ;

Condamne ceux qui, au mépris des intérêts supérieurs de la Patrie algérienne et de la Morale, ont ordonné de tels crimes ;

Demande à tous les Algériens de prendre conscience des souffrances endurées depuis vingt-sept mois par notre peuple en lutte pour sa liberté et son bien-être ;

Affirme que le colonialisme est le grand responsable de la continuation de cette guerre atroce ;

Appelle tous les travailleurs algériens à manifester leur indignation et à garder confiance dans l'issue victorieuse de la lutte pour la LIBERTE et la DEMOCRATIE.

Une prise de position d'adversaires du gouvernement.

Gilles Martinet, Claude Bourdet, René Capitant, Jean Rous, Georges Suffert, Pierre Stibbe, Jean Nantet, André Philip, Pierre-Henri Simon, Jean Daniel et Robert Barrat ont signé le texte suivant :

Le massacre de Melouza a bouleversé l'opinion française et surtout ceux qui, depuis des années, se sont attachés à dire la vérité sur le drame algérien.

Malgré des informations qui paraissaient assez sérieuses pour justifier une intervention du Président de la République, des porte-parole du F.L.N. n'ont pas hésité à imputer la responsabilité des massacres à des soldats français.

Tant que le F.L.N. n'aura pas apporté la preuve irréfutable de ses allégations, les soussignés continueront à penser qu'il s'agit là d'un acte inqualifgiable dont une unité de l'A.L.N. s'est rendue coupable.

Sans remettre en question les positions qu'ils ont pu prendre sur le fond politique du problème algérien — et notamment sur la nécessité de mettre fin par une négociation rapide au véritable massacre d'innocents qu'est devenue la guerre d'Algérie — ils lancent un appel instant aux dirigeants du F.L.N. et de l'A.L.N. pour que ceux-ci désavouent publiquement de pareils procédés de combat et mettent tout en œuvre pour qu'il y soit définitivement renoncé.

LES ÉVÉNEMENTS DE JORDANIE

J. GALLIENNE, qui se réinstalle en France, après avoir vécu dans plusieurs pays du Moyen-Orient, nous écrit :

« ...Sur les événements de Jordanie, auxquels je n'ai pas assisté, je pense que la situation est complexe. Le roi est soutenu par les bédouins réactionnaires et par l'Occident, mais sa chute aurait certainement amené une situation très critique : l'intervention israélienne et séoudienne et, par suite, probablement la liquidation du régime en Syrie, et l'intervention d'Israël, devant la lutte des pays arabes entre eux. Il est d'ailleurs probable que l'escadre américaine envoyée en Orient avait surtout pour but d'empêcher l'intervention israélienne.

« Ma femme me confirme que l'opinion syrienne est en général mécontente de la politique du Colonel Sarraj, Chef de la Sûreté et pro-russe. Un changement de situation est loin d'être exclu en Syrie. »

LA DIFFUSION DES BROCHURES DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et amis de l'omission du compte rendu financier qui devait paraître dans le précédent numéro et qui n'a pas été publié, le trésorier de l'Union des Syndicalistes nous ayant fait parvenir son papier trop tard. Nous vous devons donc ce compte rendu jusqu'au 31 mai.

Brochure « Hongrie ouvrière », tirage 3.000 exemp.

DEPENSES	
Papier et impression	46.650
Frais de port et divers	9.150
Total	55.800
RECETTES	
Janvier et février 1957	27.970
Mars	14.445
Avril	21.410
Mai	8.735
Total	72.560

Excédent de recettes sur cette brochure : 16.760 fr.

Brochure « Charte d'Amiens », tirage 4.000 exemp.

DEPENSES	
Papier et impression	93.100
Frais de port et divers	17.120
Total	110.220
RECETTES	
Octobre 1956	2.880
Novembre	26.900
Décembre	16.030
Janvier 1957	10.830
Février-mars	18.600
Avril	5.445
Mai	3.875
Total	84.560

Déficit sur cette brochure : 25.660 fr.

A travers les LIVRES

CONVENTIONS COLLECTIVES ET REALITES OUVRIERES

de **Paul Barton**

(Les Editions Ouvrières)

Nous devons déjà à Paul Barton deux remarquables études sur : « **Prague à l'heure de Moscou** », et sur « **Salariat et contrainte en Tchécoslovaquie** ». Mais il n'a pas voulu se limiter à l'expérience de son propre pays. Et en étudiant les problèmes ouvriers tels qu'ils se posent dans tout l'empire stalinien, il aboutit à des études synthétiques dont l'historien devra tenir le plus grand compte.

Ce qui m'a toujours surpris, en effet, dans les démarches « marxistes », c'est que l'on veut justifier la doctrine par des raisonnements abstraits et logiques, plus que par l'interprétation dialectique de phénomènes concrets et localisés. C'est particulièrement le cas des philosophes : J.-P. Sartre, Merleau-Ponty... parfois Raymond Aron, lui-même, dissertant et discutant sur le communisme. On oppose le marxisme aux réalisations soviétiques — on introduit le marxisme comme explication ou circonstance atténuante dans le procès du régime — on tente de discréditer le marxisme en soulignant la vanité des solutions dites marxistes.

Est-il possible, au contraire, d'aller du complexe au simple, du local au général, d'étudier d'abord les processus économiques et sociaux dans chacun des pays soumis au totalitarisme rouge — compte tenu de la situation en 1945 (ou en 1925) — et en retenant ce qui est commun, d'aboutir à quelques idées générales ? Les études historiques prouveraient la valeur ou la vanité de la méthode marxiste.

C'est ce que Paul Barton vient de tenter dans son dernier livre « **Conventions collectives et réalités ouvrières en Europe de l'Est** ».

Il paraîtra peut-être à certains de nos amis que c'est un sujet restreint. Oui, si on laisse inclure les conventions collectives dans le magasin du réformisme corporatiste. Mais si on en examine l'esprit et la lettre à la lumière des « négociations collectives », ce sont bien les réalités ouvrières et les possibilités d'action ouvrière que les conventions expriment et apprécient.

On a dit souvent que le contrat individuel de travail n'est pas un véritable contrat, parce qu'il n'y a pas égalité entre les contractants. On a tenté de peser sur l'un des plateaux, soit par l'intervention de l'Etat, soit par la substitution du syndicat au travailleur isolé. En fait, deux formules s'opposent : celle du statut imposé par le législateur, celle du contrat négocié par le patronat et le syndicat. Tout dépend, dans ce deuxième cas, de la vigilance du négociateur et de la force réelle qu'il représente. Dans le premier cas, le respect de la loi n'est consenti que si le fait a précédé le texte — c'est-à-dire si l'action ouvrière a déterminé l'intervention du législateur.

Dans les pays capitalistes et démocratiques, ce sont bien ces éléments qui permettent de juger les syndicat et l'Etat — la capacité de celui-ci à jouer le rôle d'arbitre entre les deux parties.

Mais dans les pays dits socialistes, le problème est simplifié. Il n'y a plus de patron... L'entreprise privée n'existe plus — et l'Etat constitue par lui-même « la réalisation de tous les intérêts du travailleur et la satisfaction de tous ses besoins ». Le directeur d'entreprise, quoique chargé d'un mandat et non d'un simple emploi, est considéré comme un salarié. En fait, les conditions ouvrières : salaires, temps de travail, normes de rendement, sont décidées par le directeur représentant l'Etat ouvrier. Les conventions collectives réduites, d'abord à un rôle accessoire, puis abandonnées en 1933, ont été rétablies en 1947. Par souci de propagande, sans doute. Mais aussi parce qu'elles engagent les représentants « officiels » des travailleurs et imposent l'application du programme de production et des servitudes du rendement.

Nous avons déjà résumé l'histoire de ces réalités ouvrières d'U.R.S.S., en rendant compte du livre de Salomon Schwarz : « **Les ouvriers en Union Soviétique** » (R.P., février 1956).

Barton approfondit cette étude en la spécialisant. Il l'étend à toutes les démocraties populaires. Le parallélisme des évolutions prouve que l'arbitraire étatiste s'exerce partout avec la même rigueur.

Mais ce qui est remarquable, c'est que — et Barton le prouve par des exemples polonais, hongrois, russes... — la revendication ouvrière, dès qu'elle peut s'exprimer, réagit contre cette fiction monstrueuse de l'Etat propriétaire, gérant et arbitre, et brise l'artificielle solidarité des intérêts « communs ».

C'est par ces fissures dans le système que se fortifient nos espoirs.

R. H.

DE LA BASTILLE AU MONT VALERIEN

par **Jean Maîtron**

(Editions Ouvrières)

Pour un vieux Parisien qui prolonge en promenades scolaires un demi-siècle de souvenirs vécus et qui résume l'initiation historique de ses élèves en cette phrase d'A. France : « Les pierres parlent à ceux qui savent les entendre »..., le livre de Maîtron offre au cours de dix promenades dans Paris révolutionnaire, matière à fructueuses évocations.

On ne chicanera pas Maitron sur les titres, un peu artificiellement choisis. Si Varlin, la Commune, le Faubourg Saint-Antoine, Danton, Robespierre appartiennent à l'histoire parisienne — si l'on peut, à la rigueur, retrouver « l'Internationale » dans les rues encaissées du 4e ; et la face osseuse et prophétique de Jules Guesde dans l'adorable solitude de l'Ile Saint-Louis..., Jaurès et Lénine ne furent, l'un et l'autre, que des Parisiens occasionnels et provisoires.

Mais les titres des promenades ne donnent qu'une faible idée de la documentation précise et riche rassemblée par Maîtron, dans un volume réduit.

Peut-être aurait-il fallu insister davantage sur les faubourgs ouvriers, sur cet esprit frondeur et libertaire entretenu dans les ateliers, perçant à travers les cohues politiques ? Le Paris de juin 1848, de la Commune, du Premier Mai 1906, de juin 1936, reste la terre d'élection des apôtres anonymes dont l'histoire se passe des « majuscules » des grands hommes.

Peut-être, aussi, aurait-il fallu rendre hommage à deux écrivains — méprisés des esthètes — Victor Hugo et Emile Zola, qui ont su faire vivre les pavés de Paris d'une vie boueuse et épique.

PROLOGUE D'UNE REVOLUTION (Février-Juin 1848)

de **Louis Ménard**

LE CRAPOUILLOT

Le Paris ouvrier et révolutionnaire, vous le retrouverez dans cette épopée de 1848 composée par Louis Ménard (1822-1901), que Galtier-Boissière nous offre, avec des bois de mon vieil ami Germain Delatousche, dont les traits profonds soulignent vigoureusement un texte d'une haute simplicité classique.

Une œuvre d'art pour exprimer l'œuvre spontanée d'un peuple qui a toujours laissé sur les barricades des cadavres détroussés par les thénardiers de la politique...

AUX ORTIES (Souvenirs d'adolescence)

de **Han Ryner**

(Editions Sésame pour les Amis de Han Ryner 3, allée du Château, Pavillons-sous-Bois-Seine)

Nous avons lu : « J'ai nom Eliacin », les souvenirs d'enfance de Han Ryner, où « le prince des conteurs » nous contait de « jolies choses » sur son enfance livrée aux frères maristes, instituteurs négligents et catéchistes zélés.

Voici le livre de « l'adolescence inquiète », sous le titre significatif « Aux Orties ».

C'est la passion de l'étude qui délivra Han Ryner de la croyance paralysante. Ce fut pour lui une chance d'avoir des maîtres presque ignorants. Il leur doit « son esprit critique, son mépris des bergers, des troupeaux et des routes où ils soulèvent l'étouffement d'une poussière banale ».

Et il doit son audace libertaire à sa mère, qu'il évoque avec tant d'affectueuse gratitude, cette mère qui lui a demandé de « la continuer, en la dépassant et en l'achevant ».

Cercle Zimmerwald

Conférence de L. BEHANZIN

sur les processus de décomposition des empires coloniaux en Afrique

Cette deuxième moitié du XXᵉ siècle marque la fin non de « la » civilisation ni de la culture européenne, mais celle d'une certaine civilisation et nous ouvre des perspectives qu'il est de notre devoir d'étudier pour les dominer : la fin d'une civilisation ; il s'agit de celle de l'Europe conquérante née avec les pionniers navigateurs, explorateurs, colonisateurs des XVᵉ et XVIᵉ siècles.

Notre propos est de considérer quelques aspects de la liquidation de cette civilisation en Afrique et d'en discuter avec vous. En effet, l'Asie n'est plus seule dans la danse ; à sa suite, l'Afrique tout entière secoue l'ordre colonial et essaie d'établir un monde nouveau. Plus que de révolte nationaliste, c'est de révolution sociale que nous devons parler.

LES CAUSES :

La base objective de cette désintégration de l'impérialisme colonial est la domination et l'exploitation coloniales elles-mêmes. Nous devons noter que toute domination coloniale en tant qu'elle est la forme la moins mystifiée de l'exploitation de l'homme par l'homme constitue une base de révolte sociale. Le colonisateur qui n'extermine pas les colonisés n'est que très provisoirement colonisateur. A ce propos, la monstrueuse extermination des Américo-Indiens est d'une logique politique exemplaire. Qu'on ne nous dise pas qu'il y a eu cependant des guerres d'indépendance en Amérique (indépendance au sens de libération des pays colonisés), ce ne furent là que des règlements de compte entre colons et métropolitains. Nous ne pouvons nous empêcher de considérer l'Amérique comme un prolongement caricatural de l'Europe.

Mais si la base des mouvements anti-impérialistes en Afrique est le fait colonial même, il y a cependant lieu de prendre en considération des causes moins profondes quoique déterminantes.

Parmi ces causes, nous retenons la modification à la suite de la dernière guerre mondiale du rapport de forces entre puissances colonisatrices et puissances ne possédant pas de colonies au sens strict, et cela au bénéfice de ces dernières. Cette modification a amené elle-même une modification du rapport de forces entre colonies et métropoles colonisatrices.

Mais la plus importante de ces causes secondaires est certainement la prise de conscience des masses africaines due à leur participation à la dernière guerre mondiale qui a été menée du côté des alliés sous le mot d'ordre (partiellement) juste de « guerre de libération ». Il est en effet difficile d'empêcher de penser à sa propre libération le tirailleur Bambara qui du Mont Cassin en Italie au Rhin en France, a parcouru l'Europe pour briser la domination nazie, à moins de lui expliquer que la domination de l'homme par l'homme n'est mauvaise que lorsque le dominé est blanc... encore que je ne sois pas bien sûr qu'il comprenne la justesse de cette explication subtile avec cette mentalité pré-logique que nous lui connaissons... Il n'est pas davantage aisé de faire supporter au Fanti retour de Birmanie d'où il a délogé les « méchants » Japonais, la domination anglaise au Ghana. La maladie résistance, rébellion, libération est épidémique.

A côté de ces faits révolutionnaires positifs, nous devons déplorer en ce qui concerne l'Afrique noire surtout, une situation moins positive : l'absence d'une théorie de la révolution. Cette absence, due à la pauvreté de l'Afrique en cadres syndicaux avant la guerre (n'oublions pas que les travailleurs africains étaient essentiellement ruraux) et en intellectuels (si, comme l'Asie, l'Afrique à 10 % de la population scolarisable effectivement scolarisée, l'Asie est dix fois peuplée comme l'Afrique, ce qui lui assure un plus grand nombre d'intellectuels), cette absence d'une théorie de la révolution et d'un parti de la révolution, pèse lourdement sur l'émancipation sociale de l'Afrique. Elle explique qu'il y ait eu depuis 1945 autant de révoltes en Afrique qu'en Asie, sans que ces révoltes aient jamais pu aboutir à des transformation sociales aussi radicales.

Ici il y a lieu de faire une distinction entre *l'Afrique Noire francophone et l'Afrique Noire anglophone.*

Entre les deux dernières guerres mondiales, il n'y a guère eu de mouvements nationalistes dans les colonies françaises d'Afrique Noire en dehors de Madagascar. C'est que la politique assimilationniste française, pratiquée et réussie aux Antilles, faisait envier aux Africains « l'idéal antillais ». D'autant plus que la possibilité qu'avaient les quatre « communes » du Sénégal d'envoyer au parlement français un député, tout comme les Antillais, faisait croire aux Africains que c'était là la voie du bonheur. Cette politique donnait une solution illusoire à l'émancipation nationale. A quoi bon s'entêter à être Africain puisqu'on pouvait être Français. Toutes les agitations politiques tournaient autour de ce problème : « Nous voulons être citoyens français ». De fait, les isolés qui y parvenaient jouissaient de prérogatives politiques et économiques enviables. La formation d'un grand nombre d'intellectuels aurait réussi à faire éclater cette baudruche politique en rendant impossible la distribution des miettes coloniales à cause de l'inflation des ayant-droit ; mais décidément ils étaient suffisamment peu nombreux pour que la corruption pût s'exercer efficacement.

Avec la guerre 1939-45, les événements forcèrent les candidats-citoyens français à adopter une attitude leur permettant de ne pas se couper des masses. L'orage se prépare. Pour prévenir le mouvement de décomposition de « l'Empire », la France esquissa un mouvement de parade. L'on vous transforme tous les nègres des colonies françaises d'Afrique Noire en citoyens de l'Union Française. Nul ne sait ce que cela signifie au juste, mais cela importe peu. L'indigénat est supprimé, la France n'a plus de colonies et l'O.N.U. n'a plus aucun droit d'intervenir dans une question qui est uniquement française. Le ministère des Colonies s'appelle désormais le ministère de la France d'outre-mer. Mais voilà : les nègres africains devenant citoyens d'on ne sait trop quoi posent d'autres revendications, celles-là plus profondes et contenant en germe l'émancipation nationale et sociale.

Ils exigent l'égalité politique et économique ; le travail forcé fut supprimé, les libertés syndicales et les libertés d'expression furent reconnues, l'enseignement secondaire notablement étendu comparé à ce qu'il était avant la guerre (un lycée et demi au Sénégal pour toute l'Afrique Noire française ; je dis un lycée et demi car si le lycée de Saint-Louis était à population noire, celui de Dakar était surtout réservé aux fils de fonctionnaires européens). La Sécurité Sociale fut étendue à l'Afrique. Les traitements des fonctionnaires européens et africains furent ajustés au bénéfice de ces derniers (au Togo, par exemple, le traitement des fonctionnaires absorbe la plus grande partie du budget). Les dépenses de souveraineté, entendez les dépenses des troupes civiles et militaires d'occupation, sont prises en charge par la France (360 milliards).

Mais toutes ces réformes ne modifient pas profondément les conditions des masses africaines. C'est qu'il est impossible d'assimiler économiquement l'Africain au Français, c'est-à-dire leur donner le même standard de vie sans doter l'Afrique du même équipement économique que la France. L'assimilation ne peut aboutir qu'à une impasse et elle y aboutit. Parallèlement à ces réformes, les partis politiques, à l'inverse de ce qui se passait avant la guerre, élaborent des doctrines et à travers de nombreuses compromissions prennent de plus en plus des positions nationalistes, poussés par les masses impatientes et par une jeunesse estudiantine qui n'a pas connu la vieille époque de l'aspiration à la citoyenneté française. Cependant les éléments les plus clairvoyants de la droite française, convaincus qu'il est imposible d'assimiler économiquement les Africains, préconisent diverses formules d'autonomie interne constituant une sorte de « nouvelle politique coloniale. » La loi-cadre votée en juin 1956 et les décrets d'application pris en mars 1957 constituent la réponse « socialiste » à ces préoccupations. La tournure inattendue prise

par les débats lors de la discussion de ces décrets au parlement français souligne la rapide évolution des gouvernements politiques officiels africains. Les députés africains, dans leur intervention, sont allés aussi loin qu'ils pouvaient quand on tient compte de leur présence à la Chambre française. L'afflux des intellectuels noirs dans les divers conseils du gouvernement mis en place par la loi-cadre ne doit pas nous induire en erreur sur le véritable climat politique actuel en Afrique de langue française. Chaque réforme octroyée est aussitôt expérimentée et se révèle assez rapidement trop limitée. Les fragiles limites de la loi-cadre seront bien vite débordées et le problème essentiel restera posé : la fin de la colonisation française en Afrique et la construction, grâce à l'énorme potentiel énergétique de l'Afrique, d'une économie qui sera la véritable base de l'émancipation de l'homme africain.

Si l'Afrique de langue française s'est engluée pendant des décades dans la vase assimilationniste, les pays noirs africains de langue anglaise ont pris conscience très tôt de la nécessité de la libération nationale puisque c'est déjà en 1920 que le « West African Congress » de Hayford se fixa comme programme à la conférence d'Accra la réalisation du self-government pour l'Ouest africain anglais et que jusqu'à la formation en 1947 de l'United Gold Coast Convention de Danquah, les journaux de la Gold Coast et de la Nigéria réclameront régulièrement l'autonomie et même l'indépendance. En 1941, cette agitation était surtout entretenue par le Nigérien Azikiwe dans son « African Morning Post » et le Sierra Leonais Wallace Johnson à travers le mouvement de jeunesse « West African Youth League » qu'il a créé : l'un et l'autre opérant à Accra (Gold Coast) jusqu'à leur expulsion de la colonie par le gouvernement anglais : Azikiwe a continué l'agitation dans son pays natal (Nigéria) où il est actuellement premier ministre de la province Est de la Fédération.

Cette prise de conscience politique, relativement rapide, chez les Noirs africains de langue anglaise est, d'une part, due à la politique de non-assimilation des Anglais et, d'autre part, au fait que la littérature nègre américaine qui traite souvent du problème nègre et du panafricanisme leur est directement accessible. N'oublions pas que Aggrey, Azikiwe, N'Krumah et tant d'autres ont fait leurs études en Amérique.

En octobre 1945, par exemple, il y eut à Manchester, sous la direction du nègre américain Dubois, une grande conférence panafricaine (plus de 200 membres) au cours de laquelle les principes généraux qui doivent présider à l'émancipation des peuples africains étaient définis (ni capitalisme, ni communisme, mais un socialisme africain excluant la violence, à la manière de Gandhi : tout cela est peut-être bien léger mais c'est indéniablement le signe d'une prise de conscience) et où il n'y a eu à notre connaissance aucun représentant de l'Afrique de langue française qui ne se croyait pas concernée : son destin est français.

Mais si les revendications nationalistes sont très précoces dans les colonies anglaises, elles ont rarement été le fait des masses sauf en ce qui concerne le C.P.P. (Convention People Party) de N'Krumah et le mouvement d'Azik en Nigéria : en effet, jusqu'en 1920, c'était uniquement les chefs féodaux entretenus par l'administration indirecte anglaise qui voulaient leur nation. En Gold Coast, ils opéraient à travers « l'Arborigenes' Society des Ashanti » et la « Cofédération Fanti ». Deux organismes créés dès la fin du XIXe siècle officiellement pour défendre le droit des indigènes.

De 1920 à l'U.G.C.C. (Union Gold Coast Convention) de Danquah en 1947 inclusivement, c'était les intellectuels de retour d'Angleterre et quelques chefs hardis qui voulaient évincer les Anglais à leur seul profit. Un self-government habilement octroyé aurait alors permis à l'Angleterre de continuer la colonisation par « ministres » nègres interposés.

Il a fallu cette dernière guerre pour modifier radicalement le caractère de ces revendications nationalistes en en faisant une exigence des masses frustrées. Il est à noter que c'est la manifestation, d'abord pacifique, le 28 février 1948 des anciens combattants (retour de Birmanie à Accra en Gold Coast) qui déclencha la sauvage répression suivie de la déportation des chefs de l'U.G.C.C. (ce qui donna à ce mouvement petit-bourgeois réactionnaire une réputation de jacobnisme ; on le traita même de communisme...).

C'est cette manifestation qui a mis en branle le mécanisme qui devait aboutir le 6 mars 1957 à l'indépendance de Ghana.

La majorité des leaders U.G.C.C. était trop timorée pour assumer cette réputation de nationalistes radicaux.

Le confusionnisme devait cesser et il cessa par l'éclatement de l'U.G.C.C. et la constitution du « Convention People Party », en juin 1949, par l'aile gauche de l'U.G.C.C.. Nul doute que le C.P.P. soit ou ait été l'un des partis politiques africains les plus conscients et les plus radicaux et la tentative anglaise est bien compréhensible d'essayer de le ramollir en appelant au pouvoir dès 1951, deux ans à peine après sa formation et bien avant l'indépendance du Ghana (alors que le mot d'ordre du parti était « self-government now »), son leader N'Krumah, l'intraitable tribun. Enfin, six ans plus tard, mieux vaut tard que jamais, le Ghana obtint son indépendance. (Si le R.D.A. créé en zone française trois ans avant le C.P.P. et ayant les mêmes assises populaires et les mêmes perspectives sociales ne s'était pas figé dans l'opportunisme parlementaire pompeusement baptisé « réalisme révolutionnaire », il aurait résolu lui aussi quelques-uns des problèmes fondamentaux que posent les masses africaines.) Si au cours de ces années le C.P.P. n'a pas su faire la révolution, du moins a-t-il jeté les bases de l'une des voies qui peuvent y mener en Afrique : l'une de ces bases a nom : *l'alphabétisation de l'Afrique.*

La colonisation européenne s'était solidement installée sur un fond confortable d'analphabétisme en Afrique. Elle ne permettait aux indigènes d'accéder à l'instruction que dans la mesure où elle a besoin d'agents colonisateurs indigènes lettrés. Toute expansion de l'enseignement au-delà de cette limite risquait de mettre en danger l'ordre colonial et, avec lui, l'ordre féodal, c'est-à-dire qu'elle risquait de constituer un germe de révolution et au sens de la révolution bourgeoise et au sens de la révolution socialiste puisque tout semble prouver qu'aucun pays neuf ne peut plus accéder de la féodalité au parlementarisme bourgeois et s'y maintenir en équilibre sans basculer soit dans le socialisme soit dans le fascisme parlementaire type Sygman Rhee. Les efforts faits par les « démocraties bourgeoises » pour empêcher l'avènement de démocraties de même type dans le Proche-Orient deviennent compréhensibles.

Or le C.P.P. est en train de sortir un pays situé au cœur de l'Afrique Noire de sa nuit d'ignorance. L'événement est trop important pour que nous ne nous arrêtions pas à quelques détails qui l'illustrent : depuis 1951, le C.P.P. s'est attaqué au rempart d'arriération culturelle de l'Afrique, « culturelle » : au sens de la nouvelle culture née de la révolution industrielle à laquelle les nègres ont collaboré en tant qu'esclaves et non ingénieurs), le C.P.P., disons-nous, s'est attaqué à ce problème par :

A) la création d'un organisme de désanalphabétisation ;

B) l'institution d'une « éducation accélérée ».

A) L'organisme de désanalphabétisation comprend lui-même deux sous-organismes :

1) Un département de littérature vernaculaire utilisant les langues indigènes les plus importantes (six) pour lutter contre l'analphabétisme et complétant cet enseignement par un enseignement audio-visuel ambulant au moyen d'appareils cinématographiques montés sur des camions qui parcourent le pays. Ainsi, de 1951 à 1955, 12.000 villes et villages ont été visités et 3.500.000 citoyens ont été touchés ; la population du Ghana est de 4.600.000 âmes. Cinq journaux paraissent en langues vernaculaires (55.000 exemplaires).

2) Un organisme d'éducation de masse : sa méthode consiste à mobiliser sur place les lettrés chargés d' « alphabétiser » les analphabètes. De 1952 à 1954, 265.800 personnes ont été inscrites (6 %) à ces cours dont 67.000 ont réussi à avoir leur certificat.

B) Plan d'éducation accélérée :

Multiplication des instituts de formation des professeurs et des écoles normales primaires. C'est la clé du problème, comme le souligne le gouvernement N'Krumah. De 1951 à 1955, le nombre des

élèves-maîtres et des élèves-professeurs a décuplé.

En 1946, 80.000 enfants étaient scolarisés dans les écoles primaires.

En 1952, ils étaient 235.000.

En 1955, ils étaient 430.000, soit le dixième de la population (dans les deux provinces du Sud, 90 % des enfants scolarisables sont scolarisés). Nous rappelons que le taux moyen des enfants scolarisés en Afrique est de 10 %.

Pour la formation des ingénieurs et des techniciens, un collège de technologie est créé à Kumasi en 1952 (750 étudiants). Deux instituts techniques sont créés en 1955 à Takoradi et à Tarkwa.

Enfin l'Université de Gold Coast créée en 1948 par les Anglais héberge 340 étudiants dont 20 étudiantes et il y a plus de 800 étudiants du Ghana en Europe et en Amérique.

Nul doute que des masses arrachées à leur moyen âge intellectuel avec une telle rapidité ne détruisent radicalement les structures féodales et n'empêchent, d'autre part, la formation d'une bourgeoisie stable, c'est-à-dire ne se lancent dans leur propre révolution ; et c'est ici que nous devons supputer les chances d'un socialisme démocratique et d'un socialisme autoritaire en Afrique.

Les bases d'un socialisme autoritaire ne semblent pas exister en Afrique Noire.

Le caractère autoritaire d'une planification socialiste vient de ce que la part du revenu national affectée aux biens de consommation est si faible que les besoins vitaux élémentaires des travailleurs ne sont pas satisfaits. Ces travailleurs risquent alors de ne pas accepter les normes du plan s'ils étaient consultés. En conséquence, on ne les consulte pas. Le plan est établi sans eux et peut-être contre eux. La séparation entre la force de travail et le capital qui existe en régime capitaliste et qui marque la contradiction majeure de l'économie sous ce régime est maintenue sous forme de séparation entre la force de travail et les « décisions » donc, en dernière analyse, les instruments de production. (Il semble que l'autoritarisme socialiste s'explique bien plus par une situation objective de pénurie que par une tendance psychique chez les leaders à la domination.)

En Afrique Noire, cette séparation ne pourra pas exister si une société socialiste vient à se créer car une richesse naturelle assez grande et une faible densité de la population permettent de satisfaire les besoins vitaux quelle que soit la part de revenu national affecté à l'accumulation socialiste primitive. Dès lors, il n'y a plus aucune raison d'empêcher les masses de prendre elles-mêmes les décisions qui président à l'élaboration du plan ; encore faut-il que ces masses soient informées, donc d'abord formées ; ce à quoi tend le plan d'éducation de masse dont nous avons parlé plus haut. Si l'on veut une illustration de cette théorie, il n'est que de considérer le comportement du gouvernement N'Krumah à propos du projet de barrage du fleuve Volta et de l'usine d'aluminium qui doit consommer le courant hydro-électrique de ce barrage. Le gouvernement N'Krumah ne fait pas une simple propagande autour de ce vaste projet. Par des brochures dont nous avons pu mesurer les qualités objectives, il informe les masses et demande leur avis afin que la décision finale soit effectivement leur décision. N'Krumah peut se permettre de consulter les masses puisque le Ghana est capable d'investir 100 milliards dans des travaux et subvenir aux besoins bio-sociaux de sa population. Tout n'est pas parfait. Les options présentées par N'Krumah dans ces brochures parce que partielles sont quelque peu partiales ; mais l'effort est louable et les lacunes seront comblées dans la mesure où les masses sont conscientes. Une parenthèse : j'ai dit que les besoins bio-sociaux des masses peuvent être satisfaits en même temps que de grands travaux d'infrastructure et d'investissements économiques seront entrepris avec, évidemment, l'aide des pays industrialisés ; je ne prétends nullement que les besoins « sociaux » des intellectuels formés à l'école anglaise et qui jouissaient jusqu'à l'indépendance du sursalaire colonial en tant qu'agents conscients ou non de l'impérialisme anglais continueront à être satisfaits. Jusqu'à ce qu'une masse importante d'intellectuels de gauche soit formée, des frictions d'intérêts entre le C.P.P. — qui représente le peuple — et ces intellectuels de l'ancien régime sont à craindre ; ils (ces intellectuels) crieront à la violence et à l'arbitraire communiste et ils auront formellement raison puisque les priver de leurs privilèges économiques et moraux sans tenir compte de leur opinion est un acte autoritaire. En parlant du caractère non autoritaire d'un socialisme africain, j'ai peu tenu compte de cette strate de fossiles.

Pour compléter utilement ce qui se passe au Ghana, il faudrait analyser également la situation en Nigéria, cette vaste colonie anglaise de 35 millions d'habitants (le Ghana n'a que 4.600.000 habitants) périodiquement secouée par des mouvements sociaux, actuellement divisée en trois provinces dirigées par trois gouvernements provisoires confiés à des Nigériens, et qui doit obtenir son indépendance en 1959. Mais les documents nous manquent pour faire une telle analyse. Nous ne sommes pas davantage documentés pour parler du Congo belge qui, grâce au fleuve Congo, détient plus des 60 % du potentiel énergétique hydraulique du monde et qui est appelé à jouer un rôle prépondérant dans l'équipement économique de l'Afrique. Nous le regrettons.

Revenons à l'Afrique sous domination française pour constater que nos « 140 ministres » des quelque 14 Conseils du gouvernement mis en place grâce à la loi-cadre n'auront pas dans ces conditions, c'est-à-dire vivant près du Ghana, la vie facile. Ils n'auront que la liberté d'exiger toujours davantage, d'exiger jusqu'au-delà des limites permises par une charte coloniale quelque libérale qu'elle soit et d'amorcer des mouvements centrifuges. Ces ministres n'auront pas le loisir de s'installer : le phénomène Ghana est là qui les en empêche. Et si, essoufflés, ils passent la main, d'autres continueront le mouvement qui doit mener l'Afrique du régime colonial à la nation et de la nation à la révolution.

Prévoyant une objection capitale, nous dirons que l'alliance entre socialistes révolutionnaires et nationalistes bourgeois dans les pays coloniaux au cours de la lutte pour l'indépendance nationale ne présente aucun caractère monstrueux. Elle s'appuie sur cette constatation que la gauche des pays coloniaux ne peut devenir disponible pour la révolution socialiste qu'une fois le cadre national démocratique obtenu. Elle contient, bien sûr, le double risque de muer (à travers les exigences de la lutte) les révolutionnaires en petit-bourgeois réformistes ou (et) de donner un tel poids à l'aile droite de la coalition que la nation acquise soit exclusivement sa nation. Ce risque s'évanouit si, d'une part, les révolutionnaires sont assez radicalisés pour résister à la double pression de leur bourgeoisie et de leur propre tendance à l'embourgeoisement et si, d'autre part, la gauche des pays développés est assez forte pour augmenter par influence le poids de la gauche coloniale. Nous ajoutons enfin qu'en général les socialistes des puissances colonisatrices ne peuvent pas s'abstenir de soutenir les luttes de libération nationale de leurs colonies sans courir le risque de devenir des « nationaux socialistes ».

Quel doit être le rôle de l'Intelligentzia européenne de gauche dans ces bouleversements politiques, économiques et sociaux qui agitent l'Afrique mais concernent également l'Europe ? Les discussions qui vont suivre vont nous permettre de le préciser.

***

Une longue discussion instructive a lieu, avec la participation d'un camarade malgache, ancien député, et d'Alioune Diop, directeur de « Présence Africaine ». Nous espérons revoir parmi nous ces interlocuteurs sympathiques et approfondir avec eux les problèmes du monde noir.

Les amis de la maison de Sèvres

Les Amis de la Maison d'Enfants de Sèvres organisent, comme tous les ans, des séances éducatives le **jeudi** 4 et le **samedi** 6 **juillet**, à 15 heures, à la Maison d'Enfants, 14, rue Croix-Bosset, à Sèvres (métro : Pont-de-Sèvres ; autobus 171 jusqu'au carrefour Ville-d'Avray).

Autour du thème : « **La Maison** », des réalisations par les enfants de tous âges, des explications pédagogiques, des présentations théâtrales et musicales.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 2 MAI. — A Bonn, session politique du **Conseil Atlantique.**
— A **Marrakech (Maroc)**, arrestation des fils du défunt Glaoui.
— Cinq attentats mortels à **Alger.** Expéditions « punitives » des parachutistes.

VENDREDI 3 MAI. — Ouverture du **Congrès radical** à Paris.
— Le Conseil supérieur de la Mutualité vote un vœu en faveur du **projet Gazier.**

SAMEDI 4 MAI. — Au **Congrès radical**, sévère réquisitoire de M. Mendès-France contre le gouvernement.

DIMANCHE 5 MAI. — **En Autriche**, le candidat socialiste Adolf Scharf est élu Président de la République, par 2.259.975 voix contre 2.160.551 au candidat populiste.
— **En Syrie**, succès des communistes et du gouvernement aux élections partielles.
— Victoire du Néo-Destour aux élections municipales **en Tunisie.**

LUNDI 6 MAI. — Saragat, leader social-démocrate, quitte le **gouvernement italien.**

MARDI 7 MAI. — La Fédération Nationale des organismes de Sécurité sociale organise une journée en faveur du **projet Gazier.**
— Démission du **gouvernement italien.**

JEUDI 9 MAI. — **L'U.R.S.S.** repousse le plan anglais d'enregistrement des expériences atomiques.
— Raids terroristes dans **trois centres d'Algérie** : deux institutrices françaises tuées.
— Gains travaillistes aux élections municipales **anglaises.**
— Diem, Président de la République **Sud-Vietnamienne**, arrive à Washington.
— Le général Pinella est élu Président de la **République de Colombie.**

VENDREDI 10 MAI. — Elections des délégués des cadres à la **Régie Renault** : avance de la C.F.T.C., recul de la C.G.T.

SAMEDI 11 MAI. — Le général Pinella, Président de la République **colombiene**, quitte le pays.
— Conseil national **socialiste** : confiance au gouvernement par 2.997 mandats sur 3.912.
— A Marseille, Comité national confédéral de la **C.G.T.-F.O.**

LUNDI 13 MAI. — M. Coty est reçu **par le Pape**, à Rome.
— Recrudescence de l'activité rebelle **en Algérie.**
— Fin de boycott du canal de Suez par les **navires britanniques.**
— M. Peyrega, doyen de la **Faculté de Droit d'Alger**, se voit retirer ses fonctions par le ministre.

MARDI 14 MAI. — A Strasbourg, Assemblée de la **Communauté Charbon-Acier.**
— Comité central du **Parti communiste** à Arcueil.
— Débrayage de 4.500 métallurgistes **du Havre.**

MERCREDI 15 MAI. — **En Irak**, rencontre des trois rois, de Jordanie, d'Irak et d'Arabie séoudite.
— Elections au **Danemark** : les socialistes perdent quatre sièges, les communistes deux, les agrariens en gagnent trois.
— Les Etats-Unis livrent des avions et du matériel militaire à la **Yougoslavie.**
— La grève des **restaurants universitaires** provoque des bagarres entre la police et les étudiants.

JEUDI 16 MAI. — Le gouvernement français pose la **question de Suez** au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.
— Expérimentation de la **première bombe H britannique.**

SAMEDI 18 MAI. — Pour venger trois de leurs camarades, les parachutistes français tuent, à **Alger**, vingt-six musulmans et en blessent onze.
— **A Rome**, constitution d'un ministère Zoli.
— Vagues de grèves chez les ouvriers agricoles de la **vallée du Pô (Italie).**

DIMANCHE 19 MAI. — Election législative de **Lyon** : recul des communistes, progrès des indépendants.

MARDI 21 MAI. — Raid rebelle contre **Saïda**, en Oranais.
— Le Comité directeur de l'A.F.L.C.I.O. exclut Dave Beck, Président du Syndicat des camionneurs **(Etats-Unis).**
— Discussion de l'affaire de **Suez** au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

MERCREDI 22 MAI. — Le gouvernement Guy Mollet est mis en minorité à **l'Assemblée Nationale**, par 250 voix contre 213.
— En protestation contre l'attitude du gouvernement tunisien dans l'affaire **algérienne**, le gouvernement français surseoit au déblocage de 12 milliards de crédits.
— Elections professionnelles au **Gaz** et à **l'Electricité de France** (59.171 voix à la C.G.T. contre 17.933 à la C.F.T.C. et 16.102 à F.O.).

MARDI 28 MAI. — Le gouvernement tunisien intervient auprès de l'Organisation internationale des réfugiés, au sujet des **réfugiés algériens.**
— Enquête en **Algérie** de la Commission contre le régime concentrationnaire.
— Reprise à Londres des travaux du **sous-comité de désarmement.**
— **En Espagne**, nombreuses arrestations de démocrates chrétiens et de monarchistes libéraux.

MERCREDI 29 MAI. — A **Melouza (Algérie)**, massacre de trois cents habitants, par des troupes qui appartiennent à l'Armée de Libération.

JEUDI 30 MAI. — Violentes manifestations **au Liban** : cinq morts et plusieurs blessés.

VENDREDI 31 MAI. — La Confédération des **Syndicats espagnols** demande des conventions librement discutées.

D'où vient l'argent ?

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que par suite d'un malentendu, nos comptes de mai ne sont pas terminés. Impossible d'attendre. Nous publierons le mois prochain nos comptes de mai et de juin.

Cela donnera à nos amis le temps de répondre à notre appel, aux abonnés négligents de renouveler leur abonnement.

Et nous pourrons bénéficier des vacances d'août, avec dans nos bagages des comprimés d'optimisme.